



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

«Parlement : mot étrange formé de deux verbes,
"parler" et "mentir".»

Anonyme



La SNCF aux prud'hommes

Justice pour les

chibanis du rail !





Comme chaque lendemain d'élections, chacun y va de son commentaire: reconquête de la droite (selon *Le Figaro*), gifle pour le gouvernement (selon *L'Humanité*), désaveu de la gauche (selon Sarkozy), gauche en net recul, mais pas de défaite historique (selon Valls), pas de département pour le Front national mais satisfaction de voir le PS s'effondrer (selon Marine Le Pen), abstention massive selon... tout le monde. On ne va pas en rajouter, mais, tout de même, il faut bien rappeler que les « grands victorieux » de ces départementales obtiennent la confiance de 26 %, non pas des Français, mais des votants. Ça ne fait quand même pas lourd. Et chacun d'y aller de son analyse: droite, extrême droite, opposition de gauche sont tous d'accord: ces résultats sont dus aux promesses non tenues par le gouvernement et à son incapacité à améliorer la situation économique du pays. Parce que quand la droite était au pouvoir, elle a réglé quoi que ce soit? Parce que quand la gauche était unie (communistes, écologistes, et mélenchonistes de tout poil), elle a réglé quoi que ce soit? Parce qu'un FN au pouvoir réglerait quoi que ce soit, en érigeant un mur anti-immigrés le long de nos frontières? L'étonnement n'est pas dû au fait qu'il y ait 50 % d'abstentions mais qu'il n'y en ait pas plus. Mais il ne suffit pas que ces abstentionnistes soient seulement des « dégoûtés de la politique politicienne ». Les rallier à notre idéal, qu'ils deviennent des acteurs conscients d'un combat qui mènera à une future société égalitaire, c'est à cela que nous devons consacrer nos efforts, dans nos entreprises et dans nos quartiers.

Actualité

Les chibanis du rail pour l'égalité, par Julien, page 3

La grève continue à Radio France, par R. Pélagie, page 4

Météo syndicale, par A. Laverdure, page 5

Témoignage d'une victime de la police, par A., page 6

Les flics homophobes se lâchent à Nantes, par Thomas, page 7

International

Espagne : mémoire et oubli, par R. Pino, page 8

Fukushima : cogérer l'agonie, par N. & T. Ribault, page 9

Arguments

Le Front de la haine, par P. Schindler, page 12

L'athéisme, et après ? par Le Furet, page 17

À lire

Un Parisien dans la Chine maoïste, par C. Reeve, page 19

Le mouvement

La FACC est née ! par Comité de communications, page 20

Décès de Philippe Coutant, par G. Durand, page 21

Le théâtre, c'est la vie ! par S. García, page 21

Illustrations

Faujour, Krokaga

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Les chibanis du rail pour l'égalité

ENTRE LES 23 ET 27 MARS, 916 chibanis (« cheveux blancs » en arabe), travailleurs à la SNCF, divisés en dix-huit groupes de plaignants sont passés devant la cour des prud'hommes de Paris pour la discrimination salariale dont ils ont été victimes.

Au début des années 1970, la SNCF peinait à recruter pour ses métiers les plus ingrats et les plus pénibles. Elle alla donc chercher de l'autre côté de la Méditerranée la main-d'œuvre bon marché qui lui faisait défaut. Près de 2 000 Marocains, mais également des Algériens et des Tunisiens quitteront le continent africain pour les triages ferroviaires français. Durant toute leur carrière, ils se verront cantonnés aux métiers les moins rémunérés et les plus dangereux (agents de manœuvre, enrayeurs, caleurs, chaîneurs...). N'étant pas Français, ils se verront refuser l'embauche au statut et signeront des contrats de droit privé – appelés PS 25 à la SNCF – tandis qu'ils se verront rattachés à la convention de la métallurgie au lieu de celle des chemins de fer. Leur contrat stipulait pourtant que « le travailleur doit recevoir travail égal, une rémunération égale à celle de l'ouvrier français de même catégorie... L'égalité s'étend également aux indemnités s'ajoutant au salaire ». Les travailleurs étrangers ne peuvent évoluer que sur trois grades contre huit grades pour le cheminot au statut, l'accès aux examens leur est refusé parce qu'étrangers, et même ceux qui ont réussi à passer les concours avec succès se sont vu refuser la promotion qui va avec, parce que non français. La discrimination a également portée sur la protection sociale, inférieure à celle de leurs collègues français: les chibanis doivent travailler en moyenne sept ans de plus que leurs collègues, pour une retraite deux fois moins importante, ils n'ont pas accès aux médecins SNCF, et les pensions de réversion aux veuves sont misérables, en moyenne 300 euros.

Le bras de fer juridique a commencé en 2001. En 2005-2006, une démarche juridique entamée par SUD-Rail avait permis à au moins deux tiers des cheminots contractuels marocains de partir à 60 ans avec des indemnités de départ. Entre-temps, un certain nombre de ces cheminots ont pu acquérir la nationalité française et pour une partie d'entre eux intégrer le cadre permanent ce qui a pour effet de multiplier les particularités individuelles parmi les plaignants.

La direction de la SNCF joue la montre et multiplie les recours arguant de la prescription des faits et qu'à l'époque la loi n'interdisait pas selon elle les traitements discriminatoires entre travailleurs français et étrangers au sein d'une même entreprise. Or l'égalité de traitement est inscrite dans la Constitution de 1958, et également dans les textes de l'Organisation internationale du Travail ou encore de la Convention



européenne des droits de l'homme que la France a ratifié bien avant.

Enfin la discrimination des travailleurs étrangers va bien au-delà de la SNCF, elle touche depuis longtemps les anciens combattants tandis que l'on estime à près de 850 000 les travailleurs étrangers maghrébins, subsahariens ou chinois venus travailler à France comme à Renault ou dans les houillères du Nord...

Enfin, le soutien syndical a été bien rare et bien tardif. Depuis une dizaine d'années, seul SUD Rail soutient la lutte des chibanis, un militant du syndicat explique que « les syndicats ont longtemps pensé que défendre les contractuels était une façon de reconnaître qu'ils existaient, alors que leur combat portait sur la défense des travailleurs à statut. Et puis, il y avait une sorte de compromis non écrit entre les centrales et la SNCF: il y avait seulement 8 % de contractuels, mais en contrepartie tout le monde s'accordait pour les laisser dans des zones de non droit ».

SUD-Rail revendique, seul et depuis toujours, l'abolition de cette « clause de nationalité » responsable de ces discriminations. Les autres entreprises publiques (la Poste, EDF-GDF, la RATP, Air France, etc.) ont depuis longtemps retiré la clause de nationalité discriminatoire, et ont reconnu l'égalité au travail des salariés extra-européens.

La loi du 4 août sur la réforme ferroviaire prévoit l'éclatement de la SNCF et la remise en cause des droits des cheminots. Aujourd'hui, le gouvernement et le patronat ferroviaire pratiquent le dumping social et veulent niveler par le bas nos conditions de travail. Ainsi, les 155 000 cheminots du public devraient s'aligner sur les 3 000 du privé. Diviser pour mieux

dominer et exploiter, c'est toujours la même stratégie des puissants.

À même travail, même salaire et mêmes droits, que l'on soit cheminot de la SNCF ou du privé, que l'on soit Français ou étranger. La prochaine grande lutte des travailleurs du rail, c'est le statut unique et les conditions de travail uniques sur les bases minimales du statut de la SNCF et du RH 0077. Ce procès est un symbole, celui de l'exploitation systématique des travailleurs immigrés dans la France d'après-guerre et des Trente Glorieuses. C'est aussi malheureusement celui du racisme que l'on trouve partout, y compris dans les organisations syndicales qui préfèrent encore aujourd'hui trop souvent ignorer voir mépriser cette classe des travailleurs.

Dans nos syndicats, les militants anarchistes ont la responsabilité de contribuer à élever la conscience politique et syndicale des travailleurs pour combattre TOUS les racismes et toutes les tentatives de division et d'opposition des travailleurs entre eux. L'union de TOUS les travailleurs dans l'action directe et les luttes autonomes et autogérées constitue la force révolutionnaire capable de faire basculer le vieux monde, d'abolir le salariat et d'abattre les frontières pour construire le communisme libertaire.

Chaque chibani réclame en moyenne 400 000 euros de dommages et intérêts. La décision pour les 213 premiers dossiers sera rendue le 21 septembre.

Julien

Groupe Emma-Goldman
de la Fédération anarchiste

CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

Bientôt premiers ?

C'est Eurostat qui nous l'apprend : le Smic français se classe en sixième position des rémunérations minimales des pays de l'Union européenne. C'est quoi Eurostat ? Le service de statistiques de la Commission européenne ; son siège est au Luxembourg (on ne rit pas) mais ses informations officielles. On n'en doute d'ailleurs pas, avec Macron nous serons bientôt compétitifs avec le salaire minimum thaïlandais, et peut-être aussi premiers en Europe pour ce qui est des aumônes étatiques destinées à acheter la paix sociale.

Syndicats, ca-ca

On devrait lire plus souvent les études publiées par le FMI. Celle-ci par exemple publiée dans son magazine *Finance & development*, où une équipe de chercheurs économistes de cette institution arrive à cette brillante conclusion : « Les syndicats qui à leur origine ont contribué à la redistribution des richesses sont aujourd'hui, à cause de leur faible influence, responsables de la flambée des inégalités. » Sacré FMI, toujours le mot pour rire ; c'est donc la faute aux syndicats qui ne sont plus en mesure de défendre les bas et moyens revenus dans les entreprises. Et nos experts en économie de préciser que la moitié de la hausse des inégalités peut être attribuée à la chute du taux de syndicalisation, sans pouvoir toutefois dire si « l'enrichissement des élites a eu un effet négatif par une appropriation qui n'aurait pas d'effet redistributif ». Ouf ! On a cru un instant qu'ils allaient préconiser la collectivisation des moyens de production et des biens de consommation.

Parlons encore syndicats

Et plus précisément de la CGT qui fêtera en septembre les 120 ans de sa création. Pour célébrer l'événement, *L'Humanité* a déjà publié un numéro spécial de 124 pages consacré à l'histoire de la centrale ouvrière : congrès constitutif de Limoges, origine des Bourses du travail, combat pour la réduction de la durée du travail, grèves de 1936, 1968. Quelques (brèves) lignes consacrées aux anarcho-syndicalistes parsemées ici et là... Vladimir Ilitch l'affirmait en son

Radio France Pendant les excuses, la grève continue



QUI A COUPÉ LE SON à Radio France ? À l'heure où j'écris ces lignes, ça fait déjà plus d'une semaine que je n'entends plus sur Inter, les analyses avisées de Patrick Cohen, les commentaires lumineux de Léa Salamé, les... Si ça continue je vais devoir me rabattre sur Radio libertaire, c'est vous dire mon désespoir. Si encore il s'agissait d'une action de soutien à Pascale Clark pour lui permettre de récupérer sa carte de presse tant méritée. Mais non ; on me souffle qu'il s'agit encore d'une grève lancée par les syndicats (CGT, CFDT, SNFORT, SUD, Unsa). Je me plaindrais bien d'être pris en otage, mais par les temps qui courent je me méfie, on égorge facilement les otages. Alors c'est quoi le problème ? Mathieu Gallet, le nouveau directeur (belle allure et les dents longues), veut faire des économies ? C'est qu'il a des idées, le bougre : d'abord faut tailler dans le gras : Radio France n'a plus les moyens de financer deux orchestres symphoniques... on coupe. Et puis il y a la masse salariale. Trop importante la masse salariale. Là aussi faut dégraisser : 200 à 300 suppressions de postes proposées (les syndicats pensent que ce sera plutôt 300 à 400). Bref ne lésinons pas, Mathieu nous l'affirme il y a là 24 millions à récupérer d'ici 2019. En attendant pour 2015, le déficit prévu s'élève à 21,3 millions. C'est que les recettes provenant à 90 % de la redevance audiovisuelle sont en légère baisse, alors que les dépenses sont en très forte augmentation, principalement à cause du chantier de réhabilitation du bâtiment abritant la Maison de la radio. C'est ce chantier pharaonique que critiquent les syndicats. Et d'autres petites peccadilles dont se sont fait l'écho *Libération* et *Le Canard enchaîné*. On

apprend ainsi que le nouveau directeur a demandé « à changer les sièges en cuir beige de la Citroën C6 de son prédécesseur ». La peau des fesses trop tendre Mathieu ? Qu'à cela ne tienne, on lui a fourgué une Peugeot 508 neuve, c'est quand même pas ça qui va couler la boîte ! Et cerise sur le gâteau, la rénovation de son bureau : plus de 100 000 euros claqués. Dans le changement de moquette ? Dans le mobilier ? Peu importe, ça n'a pas plu aux syndicats, surtout à la CGT qui s'y connaît en rénovation de bureau. Mais le Mathieu il est bien éducationné, pas comme ce rustre de Lepaon : contrairement à ce dernier, lui au moins il a présenté par un courrier interne une lettre d'excuse pour ces dépenses malvenues. Ce qui ne l'a pas empêché lors d'une tentative d'explication en assemblée générale de sortir sous les huées de ces malappris de grévistes.

En attendant, Radio France négocie avec l'État son nouveau COM (contrat d'objectifs et de moyens), qui fixera les ressources du groupe pour les années à venir. Résultat des courses à la mi-avril. On attend également la publication imminente d'un rapport de la Cour des comptes sur la gestion de Radio France ces dernières années, et notamment concernant le dérapage des coûts du chantier de rénovation de la Maison de la radio (584 millions d'euros prévus à la fin en 2018, au lieu des 333 annoncés au départ). Pauvre Mathieu Gallet. Que c'est dur d'être jeune, beau, riche, d'avoir le pouvoir et d'être remis en question par des gueux.

Rosine Pélagie

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

temps: «Seule la vérité est révolutionnaire.» Pas toujours évident au long de ces 120 ans «revisités».

Évasion fiscale

On en parle beaucoup ainsi que des pays «complaisants»; on croit les connaître tous: Suisse, Liechtenstein, Monaco, Jersey, îles Caïmans. On en oublie toujours un: le Vatican. Le gouvernement italien l'annonçait il y a peu, un accord devrait bientôt être signé entre les deux États: les 359 particuliers de nationalité italienne, qui détiennent 183 millions d'euros dans la banque du Vatican auront jusqu'à septembre pour se dénoncer et régulariser leur situation auprès du fisc italien. Un genre de confession comme à l'église en quelque sorte, histoire de gagner plus sûrement le paradis. Fiscal aussi celui-là?

Fauteuils pris en otages

Justement, pour dénoncer ces paradis fiscaux des militants d'Attac ont dévalisé il y a peu une agence de BNP Paribas. Ce n'était pas un braquage pour piquer de l'argent mais du mobilier. En échange des fauteuils ainsi «capturés», la rançon exigée à la BNP Paribas est que celle-ci s'engage à fermer ses filiales aux Îles Caïmans. À notre avis les militants d'Attac peuvent s'asseoir sur les fauteuils réquisitionnés: ils n'ont pas fini d'attendre que la banque s'exécute.

Y a comme un malaise

Trois milliards d'euros. C'est ce que va devoir économiser le système hospitalier dans les trois ans à venir. Pour le ministère de la Santé, il ne s'agit pas de réduire les dépenses de l'hôpital mais de maîtriser leur augmentation. Ainsi 400 millions pourraient déjà être économisés «grâce à la sortie du patient le jour même de son opération». Et s'il sort avant même d'y être entré, combien de millions pas dépensés? Par ailleurs, 800 autres millions pourraient être économisés en réduisant la masse salariale. Comment? Facile; en ne remplaçant pas les départs à la retraite. Soit 22 000 postes en moins sur trois ans. Mieux, en fermant des facs de médecine et en en virant les étudiants, on pourrait faire plus vite et plus fort. Et en supprimant les maladies, ça serait l'idéal. Au fait, pour les hôpitaux privés, ça va la santé?

Météo syndicale



TOUJOURS LA MÊME COMÉDIE, dirons-nous... Élections en route, donc on ne cause plus que de ça. Certes qu'on vote ou non, en d'autres termes qu'on croie ou non que ça sert à quelque chose, on en a des «effets». Le patronat en remet plus d'une louche. «On verra ça après la votation», déclament-ils à tout vent. On croirait entendre, en moins bien, du Gaston Couté! Il semblerait même que les différents blogs d'opposition syndicale ne fonctionnent plus comme avant... comme s'ils étaient à d'autres affaires! Certes, la montée de la droite, extrême ou pas, est un danger pour le mouvement social, mais qu'ont-ils fait vraiment pour éradiquer la Bête? Il ne nous semble pas qu'astiquer les courroies de transmission soit la bonne solution...

Ne voyons pas tout dans le rouge, des conflits comme celui de Radio France où SUD et CGT se battent avec bec et ongles remontent le moral. Comme le dit un tract syndical: «Les hypothèses qui circulent dans la presse résultent d'un mépris pour cette maison et ses salariés. Les aventuriers de passage préoccupés par leur plan de carrière vont trouver la détermination des personnels attachés aux missions de service public. Une nouvelle mobilisation de l'ensemble des salariés est inévitable!»

À la SNCF, direction et pouvoirs publics sont interpellés syndicalement pour mettre à bas le démantèlement qui est en marche. Mais là aussi le patronat déclare qu'il faut attendre le résultat des élections professionnelles et, cerise sur le gâteau, il promet une «année blanche» pour 2015. On cherche dans le Code du travail le sens de cette nouvelle trouvaille... Sûrement rien de réjouissant pour le monde du travail!

Sinon, quoi dans le planning syndical? Il y a bien sûr la grève-manifestation de la semaine prochaine. En haut lieu, on s'en réjouit. Ainsi le secrétaire de Force ouvrière:

«La journée du 9 avril et l'appel à la grève viennent de loin. Le fait que le principe ait été voté par la quasi-totalité des délégués au congrès confédéral de Tours, en février dernier, montre que cette action est mûrement réfléchie. Il s'agit de montrer au gouvernement que cela suffit et que les salariés doivent être non seulement écoutés mais entendus.» On apprend aussi dans son dernier édito: «Par ailleurs, s'agissant du qualificatif d'austérité réfuté par le secrétaire général de la CFDT, le gouvernement a trouvé en la matière un nouveau porte-parole. Ce n'est pas parce que le secrétaire général de la CFDT voit tout en rose que, par miracle, tout va bien.» Vive le front unique syndical!

N'oublions pas que, dans le chantier de «déblayage» des promesses électorales, il ne restera bientôt plus grand-chose de la loi Florange. Cette promesse du candidat François Hollande faite aux salariés du site d'ArcelorMittal de créer un droit de préemption en faveur des travailleurs dont l'entreprise est en voie de cession ou de fermeture, était devenue, au bout du bout d'un long processus d'atténuation, un simple droit à information des salariés au moins deux mois avant la cession de l'activité. Dernièrement, ce nouveau dispositif légal a encore pris des coups. Une mission parlementaire propose d'atténuer certaines de ses dispositions emblématiques. Ces préconisations figureront dans un amendement au projet de loi croissance et activité, dite loi Macron. On aura tout le temps d'évaluer les dégâts avant de renverser la marmite! Sinon, autre affaire à suivre: dans le recours des travailleurs marocains de la SNCF pour la discrimination salariale, on notera l'absence syndicale. Une autre triste affaire dans le mouvement ouvrier?

Antoine Laverdure
Cercle syndicaliste de l'Est parisien

« Ils disaient que j'allais avoir des cicatrices toute ma vie »

La violence de la police est quotidienne lors des contrôles qui mènent bien souvent, sous n'importe quel prétexte, à une garde-à-vue et, pour ceux et celles qui n'ont pas les bons papiers, au centre de rétention. Dimanche 7 mars 2015 lors d'une énième opération de contrôle à Barbès (Paris), les flics du quartier ont arrêté A. après l'avoir tabassé. Il est aujourd'hui enfermé au centre de rétention de Vincennes et raconte comment s'est déroulée son arrestation et la garde à vue.

J'ÉTAIS À BARBÈS, vers 18 heures, j'étais au snack. Après manger je suis sorti et j'ai vu trois policiers qui arrêtaient quelqu'un : ils l'ont rentré dans un hall d'immeuble, ils lui ont mis une claque, ils l'ont frappé avec l'électricité (taser) et l'ont gazé. Je me suis arrêté pour aider le gars. Les flics m'ont rentré dans l'immeuble, ils m'ont mis une claque et m'ont frappé avec une matraque. Ils m'ont donné plusieurs coups sur la tête. Je perdais beaucoup de sang. Après on est sorti de l'immeuble et j'ai crié que je devais aller voir le médecin, qu'ils m'avaient frappé, que j'avais mal. Il y a un commerçant qui vend des portables qui est sorti et qui a filmé. Les gens dans la rue étaient choqués, ils ont crié.

Les flics m'ont ramené à pied au commissariat de la Goutte-d'Or parce qu'ils disaient que j'allais salir la voiture.

Au commissariat ils m'ont encore frappé, mis des coups de pieds. J'étais allongé par terre et un policier mettait son pied sur ma tête. Tous les policiers rigolaient sur moi. Ils disaient que j'allais avoir des cicatrices toute ma vie, ils criaient : « Mort ! » Ça a duré trente minutes.

Il y a un gradé qui est arrivé j'ai demandé à aller à l'hôpital. Les pompiers sont arrivés, ils étaient choqués de voir ça. Un pompier m'a dit qu'ils allaient m'amener à l'hôpital. Je suis resté avec eux dix minutes au commissariat et ils m'ont mis dans le camion. J'avais perdu beaucoup de sang. Les policiers sont venus avec nous, on était dans le camion, mais on a mis du temps à partir.

À l'hôpital j'étais mal, j'ai été soigné. J'ai attendu le médecin, il était choqué. Il m'a mis des agrafes, 8 sur le crâne et 7 sur la tempe. Ils m'ont donné un certificat et une ordonnance mais les policiers les ont pris.

Après je suis retourné direct en garde à vue. J'avais perdu beaucoup de sang, j'avais très mal. Il était 20 h 30. J'ai demandé des médicaments mais ils m'ont dit : « Attend. » J'ai demandé un avocat, un interprète, un médecin, mais rien. Jusqu'à 2 heures du matin, j'ai attendu pour avoir des médicaments. Là ils m'ont amené à l'hôtel-Dieu, on m'a donné 4 Dafalgans.



Là-bas, une infirmière était choquée que je sois en garde à vue dans cet état. Après ils m'ont ramené en garde à vue.

Le lendemain un policier m'a auditionné. Les policiers ont marqué dans le PV que j'avais frappé les policiers dans le gilet par balle. Mais moi je n'ai pas frappé. Moi, j'ai reçu des coups de matraque et ils ont dit que j'étais tombé tout seul pour les cicatrices. Mais comment on tombe deux fois sur la tête ? Ils ont fait que mal me parler. J'ai signé aucun de leurs papiers.

Après je suis retourné dans la cellule. La garde à vue devait finir à 18 h 30. J'ai tapé dans la porte de la cellule pour dire que ma garde à vue elle était finie. Ils ont voulu que je signe une feuille qui disaient que j'avais fini la garde à vue mais j'étais pas sorti encore alors j'ai pas signé. Ils m'ont dit qu'ils attendaient le procureur. Je suis resté plusieurs heures comme ça, mais ils m'ont pas dit qu'ils avaient renouvelé la garde à vue, personne ne m'a rien dit ou n'a ramené de feuille, jusqu'au lendemain à 11 heures.

Là un policier m'a dit : « Tu vas aller à Vincennes. » J'étais content, car je sortais du

commissariat, j'en pouvais plus de rester dans le commissariat. J'avais rien signé dans le commissariat. Là le policier a ramené les feuilles pour Vincennes alors j'ai signé car c'était un cauchemar le commissariat. Ils m'ont mis dans le camion de la police pour m'emmener à Vincennes.

Le policier qui m'a frappé, il a frappé un mineur avant qui habite à l'hôtel.

Mes affaires sont toujours pleines de sang. C'était comme un robinet comment je perdais du sang. Toutes mes affaires sont salies avec du sang, les baskets, mon tee-shirt, mon pantalon. Je vais passer devant le juge comme ça.

Là j'ai mangé un peu, j'ai récupéré un peu mais j'ai toujours des douleurs dans le crâne.

J'ai même pas eu un scanner, des fois j'oublie des choses, car j'ai pris des coups de matraque sur la tête et j'ai mal, j'ai eu que du doliprane. J'ai perdu plein de sang et de kilos pendant la garde à vue.

J'ai un film dans ma tête, tout repasse dans ma tête, j'arrive pas à dormir. Les policiers m'ont fait beaucoup de mal.

Source : Paris-Lutte.info

Des flics **homophobes** se lâchent après une manif à Nantes

On savait les flics homophobes à coup sûr, mais, quand on le vit, c'est autrement plus flippant. Le samedi 21 février 2015, il y avait une manifestation contre les violences policières et la répression à Nantes. Mais écoutons Thomas, alors victime de l'homophobie des flics, en parler.

Le Monde libertaire: Peux tu te présenter ?

Thomas: Thomas, 25 ans, militant et membre fondateur des Queerfarnaüm. Je suis éducateur auprès de toxicomanes. Je suis queer radical.

Le Monde libertaire: Tu nous présentes ton collectif ?

Thomas: Queerfarnaüm, c'est un collectif trans-PD- gouine-bi-féministe mixte. Nous luttons pour l'égalité des droits, l'accès à la PMA pour les gouines, les droits des trans, les sans-papiers, les luttes féministes et contre les violences policières...

Le Monde libertaire: Que s'est-il d'abord passé le 21 février ?

Thomas: On était ensemble pour aller à la manif, on avait des pancartes, motivés, du genre : « Les pédales contre le capital », « Quand les goudous se braquent, range ta matraque », « Les féministes détestent la milice », « Les enculés détestent la police ».

Le Monde libertaire: Vous avez été contrôlés plusieurs fois ?

Thomas: Oui, deux fois à cinq minutes d'intervalle, avant d'intégrer la manif. Avec une fouille au corps, il me touche les parties génitales. La BAC avait un discours provocateur : « Alors, on va à la manif avec les gauchistes ! » Ils cherchaient des objets dangereux, ils ont d'ailleurs volé un bel Opinel à une militante. Elle ne le reverra jamais ! Les gardes mobiles étaient encore plus cons : « Vous allez pas tout casser ! » Un copain a été embarqué parce qu'il a une tête d'Arabe et n'avait pas ses papiers ! Six heures de garde à vue pour un contrôle d'identité !

Le Monde libertaire: La manif s'est bien passée ?

Thomas: C'était sympa, avec des beaux slogans et des rires, vraiment une bonne ambiance, une belle manif. Nous n'avons pas été choqués par quoi que ce soit, les gens autour de nous ne disent plus de conneries genre « PD », « enculé », etc.

Ils me mettent à genoux et un autre dit que si je balance pas, je sors pas ; une demande de délation. L'un d'eux m'arrache mon sac à dos de mes mains et renverse toutes les affaires par terre.

Le Monde libertaire: Et après la manif ?

Thomas: Je quitte seul la manif pour faire cinq minutes de marche pour aller chez mon mec. Pas de problème, c'était la fin. Et là je tombe sur une quinzaine de tortues ninjas, équipées, casquées. C'est la CDI, compagnie départementale d'intervention, donc de Loire-Atlantique, une sorte de renfort. Ils me demandent de m'arrêter et direct contrôle d'identité. Je pose ma pancarte et mon sac à dos pour prendre mes papiers. Ils m'encerclent. Ils étaient pleins de peinture rose (rires!) et un me dit : « C'est toi qui as balancé la peinture ? » Je réponds que non ! Ils me mettent à genoux et un autre dit que si je balance pas, je sors pas ; une demande de délation. Il m'arrache mon sac à dos de mes mains et renverse toutes les affaires par terre. Et ils commencent leur petit marché : mégaphone confisqué, lunettes de protection confisquées, médicaments confisqués et ils continuent la fouille. Ils trouvent une brochure sur le consentement chez les homos, ils se la montrent, c'est drôle. « Un peu osé comme littérature », dit l'un. Ils me demandent où je vais et je réponds : « Chez mon copain. » Et là ils se lâchent : « Enfin un PD, un vrai ! » ; « Vous allez vous

reproduire ! » ; « Gros dégueulasse ! » ; etc. Puis, ils me laissent partir.

Le Monde libertaire: Quelles sont les conséquences pour toi ?

Thomas: Un stress post-traumatique. J'ai fait une crise de panique à la vue de flics aux urgences, l'autre jour.

Le Monde libertaire: Tu as voulu déposer plainte ?

Thomas: J'arrive au commissariat et là Joe l'embrouille avec toutes les excuses : « On est débordés, pas aujourd'hui... » J'étais accompagné de militants. Un gradé arrive et me sort : « On est débordés, c'est possible dans quatre heures, mais on vous accorde un quart d'heure. » Je suis parti.

Le Monde libertaire: Tu as pu porter plainte, finalement ?

Thomas: Je suis allé à l'HP pour une ITT, mais il faut d'abord porter plainte avant de voir un médecin, sauf en cas d'urgence vitale. Le lundi, je porte plainte, donc. Je vais à l'UMJ, unité médico-judiciaire pour un examen. Je demande un psy, on me répond que c'est pas possible, que c'est à Rennes et sur ordre du procureur. Je demande à lire mon dossier, on me répond : « Secret médical ! »

Le Monde libertaire: Où en es-tu actuellement ?

Thomas: J'ai trouvé un avocat compétent et j'attends la suite. Je me fais suivre par un psychiatre. Le collectif Queerfarnaüm a réagi. Je suis en contact avec des collectifs de blessés par les flics et j'ai reçu plein de messages de soutien, ça fait plaisir !

Tout notre soutien à Thomas.

Propos recueillis par Gilles Durand (Groupe Joseph-Déjacque de la FA)

Espagne

Mémoire et oubli



AFIN DE TENTER de faire un peu oublier les nombreux scandales touchant les membres de la famille royale espagnole, Juan Carlos avait abdicé l'année dernière. 2015, entrée en fanfare sur la scène internationale de son fils, Felipe VI roi d'Espagne par la grâce de son père Juan Carlos ancien monarque intronisé par la grâce de Franco, lui-même autoproclamé Caudillo par la grâce de Dieu (ça fait beaucoup de grâces, mais quand on aime on ne compte pas). En cette année de commémorations de la fin de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs nations ont décidé d'émettre des pièces de monnaie pour célébrer les soixante-dix ans de paix en Europe. Pas question évidemment de parler des guerres coloniales des uns (France avec Indochine, Algérie...), des ingérences des autres (URSS à Berlin, Budapest, Prague...), ou des conflits récents dans les Balkans; pas question non plus d'évoquer guerre sociale et lutte des classes. Non plus simplement et prosaïquement la Paix avec un grand P.

L'occasion était trop belle pour l'Espagne de prendre le train de ces commémorations même si elle n'a pas participé au dernier conflit mondial. Pour marquer le coup en même temps que l'avènement au trône de Felipe VI, la Real Casa de la Moneda (Royale Maison de la Monnaie) a émis une pièce en or de 200 euros que les collectionneurs peuvent acquérir pour la «modique» somme de 675 euros. Sur une face le profil du souverain espagnol, sur l'autre une colombe avec l'inscription : «Soixante-dix ans de paix.» Ben oui 1945-2015, le compte y est. Sauf que ces soixante-dix ans de paix incluent allègrement trente ans de dictature franquiste qui étaient loin d'être des années de paix, bien au contraire. Pour toute opposition au régime ce ne fut que censure, arrestations, emprisonnements, tortures, exécutions... Trente ans pendant lesquels on fusillait et garrottait à tour de bras. À noter que de son vivant, Franco avait fait le même coup en 1964, avec l'émission d'une pièce à son effigie portant l'inscription : «Vingt-cinq ans de paix.» Le cynisme dans toute sa splendeur ! Intégrer ces années sombres à la période de paix européenne apparaît donc pour le moins déplacé de la part du nouveau monarque (par ailleurs l'un des rares membres de sa famille de fins de race à n'avoir pas de casseroles au cul... pour l'instant). Continuons dans les commémorations incongrues : Felipe VI et son épouse étaient la semaine dernière à Paris, en visite d'état. Au programme des réjouissances ils devaient – entre autres – assister avec la maire, Anne Hidalgo, à l'inauguration à côté de l'Hôtel de Ville du jardin des Combattants de la Nueve. Vous savez, ces combattants membres de la 2^e DB de Leclerc, qui

entrèrent les premiers dans Paris le 24 août 1944, ces combattants de la liberté qui étaient presque tous des républicains espagnols et majoritairement des anarchistes membres de la CNT. Antifascistes espagnols, Anne Hidalgo petite-fille de républicain espagnol, famille royale espagnole imposée par Franco... Cherchez l'erreur. Finalement la visite officielle a été écourtée, la présence du couple royal à l'inauguration du jardin annulée, celui-ci étant reparti en Espagne, en raison du crash de l'A320 (Barcelone-Düsseldorf) dans lequel ont péri 49 de leurs compatriotes.

Donc pas «d'hommage» du roi aux républicains, ce qui n'est pas plus mal, l'hypocrisie le disputant au cynisme, comme pour le Pacte de la Moncloa où tous les partis politiques et les centrales syndicales UGT et CCOO prêtèrent allégeance à la monarchie installée par Franco, en échange de leur légalisation. Bref on oubliait le passé et on revenait aux affaires. Certains auront beau vouloir occulter ou falsifier le passé, nous le rappellerons inlassablement. C'est pas de la rancune, c'est simplement avoir de la mémoire. Soixante-dix ans de paix ? Y compris les trente ans où Franco imposait son national-catholicisme après sa victoire militaire obtenue grâce à l'aide de l'Allemagne nazie. Cette même Allemagne nazie que les membres de la Nueve allaient combattre à Paris, Strasbourg et jusqu'au nid d'aigle d'Hitler. Inaugurations de jardins, plaques ou monnaies commémoratives ne feront pas oublier que la guerre sociale a toujours cours ; à preuve les nouvelles «marches de la dignité» qui ont traversé l'Espagne il y a deux semaines. Des dizaines de manifestants ont quitté leur région parfois à pied, pour rejoindre la capitale. Une fois rassemblés, ils ont parcouru les principales artères de Madrid drapeaux au vent, tous mêlés : drapeaux indépendantistes, républicains, rouges et noir et rouge, derrière une banderole qui exigeait «du pain, du travail et un toit». D'autres, souvent plus jeunes, renchérisaient : «Ni chômage, ni exil, ni précarité.» Il faut dire que la crise et la politique d'austérité ont provoqué l'émigration forcée de quelque 700 000 jeunes Espagnols ces dernières années. Ils le hurlent : «On ne part pas, ils nous vivent.» La seule réponse du gouvernement consiste à pondre des lois de plus en plus répressives contre toute forme d'opposition, et à envoyer une police aux méthodes de plus en plus violentes¹. Soixante-dix ans de paix ? D'accord, pas de guerre entre les peuples, mais pas de paix entre les classes.

Ramón Pino

Grupo Salvador-Seguí
de la Federación anarquista

Fukushima : cogérer l'agonie



Nadine et Thierry Ribault

EN CE 11 MARS 2015, quatre ans après l'ina-chevable désastre nucléaire de Fukushima, on peut, bien entendu, établir un bilan officiel : 87 enfants atteints d'un cancer de la thyroïde, 23 autres suspectés de l'être, 120 000 «réfugiés», 50 000 liquidateurs mobilisés au seuil sacrificiel dûment relevé, des piscines remplies de combustibles prêtes à nous exploser au nez, des rejets massifs et réguliers d'eau contaminée dans l'océan, pas moins de 30 millions de m³ de déchets radioactifs à stocker pour l'éternité. Ce bilan existe. Nous vous y renvoyons.

L'État fait des habitants de Fukushima des cogestionnaires du désastre

Une fois ce « bilan » dressé, une fois les victimes et les inquiétudes considérées avec respect, il s'agit de tirer les conclusions qui s'imposent. L'une d'entre elles est la suivante : au fur et à mesure que se mettait en place l'aide fournie par des groupes citoyens, des ONG, des structures plus ou moins indépendantes, l'État faisait des habitants de Fukushima, indéniablement et sous couvert de « participation citoyenne », des

cogestionnaires du désastre. On pourra nous opposer que cet élan civique a relevé de la spontanéité, voire de l'amour du prochain, que l'État n'a donné aucun ordre allant dans ce sens, que chacun était, et reste, libre de « s'engager » dans de tels mouvements, certes ! Cependant, beaucoup des hommes et des femmes qui l'ont fait, même si c'est inconsciemment, ont fait le jeu de l'État. Voilà ce que nous avons constaté.

La plupart de ses groupes citoyens, ces ONG, ces structures plus ou moins indépendantes ont appelé les habitants à s'équiper de dosimètres, les ont aidés à s'en procurer ou à s'en fabriquer sur le mode *Do It Yourself*, les ont assistés dans la tâche pharaonique d'une impossible décontamination, ont réuni des fonds aux sommes parfois colossales pour acheter des équipements permettant d'effectuer des anthropogammamétries, y ont fait asseoir leurs congénères pour leur asséner des chiffres dont ils ne savaient que faire, ont élaboré des cartes des retombées radioactives au mètre près, ont ouvert des dispensaires



dédiés à l'évaluation des doses reçues et au suivi sanitaire des populations. Ces « initiatives citoyennes » ont visé à rendre compte d'une réalité dont les protagonistes estimaient qu'elle était niée par les autorités. Ce faisant, plutôt que de les mener à « sauver leur vie », autrement dit prendre leurs jambes à leur cou (comme l'ont fait certaines structures, dans le Yamanashi par exemple, aidant les gens à refaire leur vie ailleurs), la plupart d'entre elles ont aidé les gens à rester sur place, ce qui a fait le jeu d'un État qui n'avait d'autre objectif, dès le début des événements, que de maintenir les populations en place. Ce faisant, plutôt que de remettre en question la thanato-politique de folles sociétés humaines bâties sur le danger et le gouvernement par la mort, ces structures ont appris aux gens à vivre avec, attendu que les dosimètres créeraient le miracle.

De Tchernobyl à Fukushima, la cogestion a fait faire un bond qualitatif à l'administration du désastre : travaillant à la grande inversion du désastre en remède, elle a porté à un degré de perfection jamais atteint jusqu'à présent la responsabilisation de chacun dans sa propre destruction et la nationalisation du peuple qui la fonde.

Groupes indépendants... intégrés

Prenons deux exemples qui montrent comment, un jour ou l'autre, ces structures plus ou moins indépendantes l'ont été de moins en moins et se sont, avec plus ou moins d'état d'âme, ralliées aux structures éta-

Premier exemple : Ethos, programme développé en Biélorussie dans les années 1990 pour « améliorer les conditions de vie dans les zones contaminées », soutenu par la commission européenne, dont le leader était notamment directeur du CEPN, Centre d'études sur l'évaluation de la protection dans le

La cogestion a porté à un degré de perfection jamais atteint jusqu'à présent la responsabilisation de chacun dans sa propre destruction et la nationalisation du peuple qui la fonde.

domaine nucléaire, association financée par EDF, le CEA, la Cogema et l'IRSN. Un clone de ce programme, Ethos in Fukushima, est né au Japon six mois après le 11 mars 2011, à l'initiative d'une ONG locale visant à soutenir le moral des troupes contaminées à travers des réunions d'information où sont prônées l'entraide entre les habitants et des mesures illusoire de protection contre la radioactivité. Le mot d'ordre de l'ONG, dont la foi, logiquement, renverse les montagnes, est : « Malgré tout, vivre ici, c'est merveilleux, et nous pouvons transmettre un avenir meilleur. » L'élève ayant rapidement dépassé le maître, cette initiative a fait l'objet d'une prise en main de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR), qui a mené à la mise en place de « Dialogues ». Ces

séminaires participatifs ont alors rassemblé des élus, des experts scientifiques et des groupes de citoyens soucieux de « revitaliser » les zones contaminées qui en avaient bien besoin, afin d'inculquer une « culture pratique radiologique » et d'aider chacun à « optimiser les doses ».

Deuxième exemple : Safecast, « réseau global de capteurs qui recueille et partage des mesures de radiation afin d'habiliter les gens à gérer la situation grâce à des données relatives à leur environnement ». Suite à leur participation à une conférence de l'AIEA en février 2014 à Vienne, le leader de Safecast définit ses membres comme « des hackers, mais pas de ceux qui dévalisent les banques (sic), de ceux qui sont les moteurs de l'innovation », et montre clairement le cap, considérant « avoir modifié avec succès les présupposés qu'avait l'AIEA par rapport à ce que les groupes indépendants sont capables de faire [...] afin de fournir des sources alternatives d'information », se déclarant avec une fierté affligeante « certain que cela fera son chemin dans la prochaine révision des directives de réponse au désastre que prépare l'AIEA ». La déléguée norvégienne à l'AIEA, qui a saisi tout l'intérêt des « capteurs citoyens », a immédiatement vu en Safecast « des gens créatifs et innovants qui développent des solutions efficaces par eux-mêmes, et en cas d'accident dans votre propre pays, vous serez bien contents d'avoir des gens comme eux. En fait, vous devriez même, dès maintenant, chercher des gens comme eux ».

Se félicitant de ce que cette déclaration ait été suivie d'applaudissements, les responsables faussement naïfs de Safecast précisaient : « Le consensus dans la salle a tourné [...], la



CIPR nous a proposé de trouver des financements, le ministère de l'énergie américain veut intégrer nos inputs dans leur nouveau système d'information d'urgence, l'IRSN veut que nous les aidions dans un de leurs projets, la Commission de régulation nucléaire discute avec nous pour voir comment faire au mieux pour intégrer la mesure citoyenne dans leurs plans de catastrophe.»

Les « capteurs-citoyens » de Fukushima : des citoyens captifs

La cogestion des dégâts fonde le consensus : saluée par tous au nom de la nécessité à dépasser la situation, elle est irréversiblement souhaitée et s'inscrit dans une stratégie fondée sur cet art d'accommoder les restes qu'est la résilience. Approche prisée des pronucléaires, elle s'intègre également, pour nombre d'antinucléaires, à une mise en œuvre de la participation citoyenne qu'ils appellent – ne reculant devant aucun paradoxe – de tous leurs vœux, achoppant alors de manière redoutable devant la remise en cause du recours à l'énergie nucléaire censée fonder leur lutte, et de la société industrielle qui rend ce recours indispensable. Au final, l'objet de la cogestion, au nom de la démocratie, est l'État lui-même. En faisant de chacun un contre-expert qu'il faut éduquer, informer, équiper, pour faire de lui un mesureur performant, pour qu'il se soumette par avance à l'autorité scientifique qui édictera les nouvelles normes nécessaires au bon fonctionnement de la machine sociale, la cogestion s'affiche pour ce qu'elle est : l'art de répandre des métastases étatiques, pour

reprendre la limpide formule de Jaime Semprun et de René Riesel.

Certains sociologues du gyrophare, qui ne manquent jamais une occasion de louer les « lanceurs d'alerte », ont persisté à vanter les mérites des « réseaux de capteurs-citoyens qui participent à la construction d'une intelligence collective instrumentée et confèrent une capacité active aux citoyens pour interpréter leur environnement, le capter et le mesurer et in fine agir sur lui ». De la sorte, les alertologues se sont refusés à voir la réalité de ce devant quoi ils s'ébahissaient : bien des « capteurs-citoyens » de Fukushima étaient bel et bien devenus des citoyens captifs.

Cogérer, consentir, obéir

Cogérer les dégâts du désastre nucléaire aide à franchir la distance qui séparait le terrible de l'acquiescement au terrible. Cogérer les dégâts du désastre nucléaire amène à prendre part au dispositif permettant de consentir à la contamination, à apprendre aux hommes à vivre dans de mauvaises conditions d'existence et à faire pénétrer celle-ci dans la culture de masse. Cogérer les dégâts du désastre nucléaire, c'est s'inscrire dans le paradigme de l'ordre, non dans celui de la transformation. C'est accompagner l'agonie au quotidien des corps et celle, aussi grave, des esprits et de leur éventuelle pensée contraire. Passé maître dans l'art de mépriser ses adversaires que sont les individus conscients d'eux-mêmes, l'État cogéré, désiré par tous, n'a plus que de faux ennemis dans la main des-

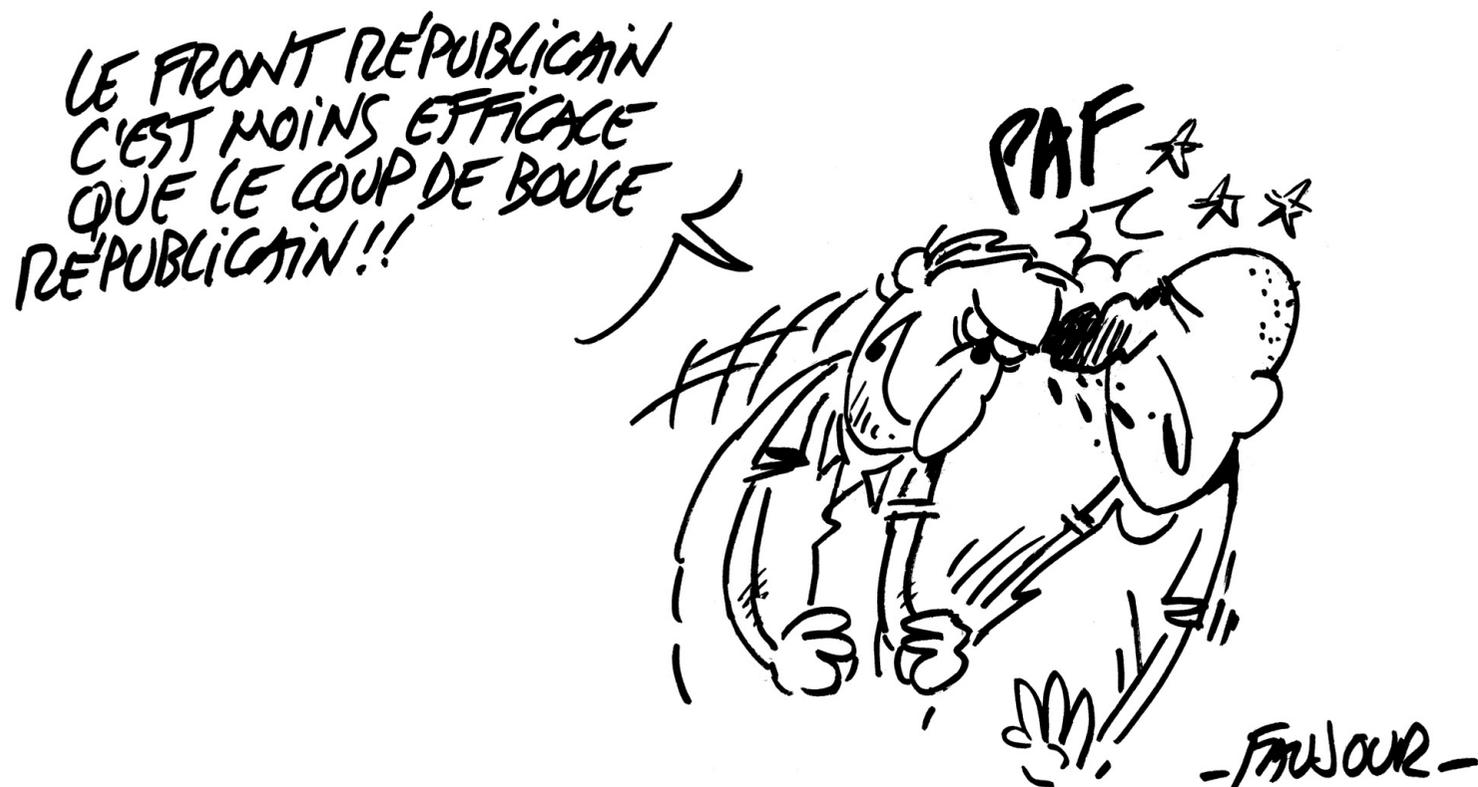
quels il a su glisser la sienne. L'identification à celui que l'on craint joue ici d'autant plus fortement que la cogestion tend vers l'autogestion, qui est au désastre nucléaire ce que l'autocritique fût au stalinisme : une technique d'intériorisation de la culpabilité et, ce faisant, de la domination, car la cogestion est une congestion de la liberté et du refus d'en être privé. Il s'agit alors de se trouver une cause commune pour éviter de s'affronter à son propre sauvetage par le refus. Or les causes communes abondent à Fukushima : tirer partie d'une expérience unique, apprendre à faire face au prochain désastre, restaurer la communauté, redynamiser les forces économiques, faire renaître l'emploi des jeunes, inciter les populations à un « retour au pays natal »... Des menaces de non-remboursement des frais de santé aux coupons de réduction pour les touristes, du redéveloppement de l'industrie des loisirs (stades de baseball, musées) à la construction de superettes avec terrasses « plus conviviales »... à Fukushima, nul doute : l'inventivité morbide fait fureur.

Assurément, en prétendant sauver d'un côté ce que l'on détruit de l'autre, on ne fait que répéter l'obéissance au pouvoir.

N. & T. H.

Lire, par les auteurs de cet article, *Les Sanctuaires de l'abîme – Chronique du désastre de Fukushima*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 2012.

Un front de la haine qui porte bien son nom



Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Ne jamais penser tout bas !

Reprendre les débordements des postulants du FN aux prochaines élections départementales et essayer de les analyser, pour moi, ce n'est pas faire son jeu. C'est justement en ne s'y intéressant que peu ou prou qu'on le ferait. Peut-être certains lecteurs du *Monde libertaire* se souviennent de l'ancien slogan du FN : « Le FN pense tout haut ce que les Français pensent tout bas. » Un slogan tellement idiot qu'à lui seul, il a réussi à me motiver pour reprendre la plume dans les colonnes de mon hebdo préféré. Non, on ne nous fera jamais penser tout bas ! Penser, s'arrêter sur les mots et les clichés au contraire c'est la vie. Or, la vie à mon sens, c'est penser tout haut, le propre de l'homme ou de la femme debout ! Mais déjà, quand je pense tout haut, je ne commence pas par penser Français. Pas plus, j'imagine, que la quasi-totalité de l'équipe rédactionnelle de *Charlie Hebdo* salement assassinée ne pensait pas forcément Français et pas tout bas. Comme si dans ce pays, il n'y avait que les Français d'origine pur beurre qui pensaient ? Eh bien, dans ce cas, ils ne doivent pas être si nombreux à pen-

ser tout bas dans ce pays ! Je ne me suis pas plus senti Français le soir de l'attentat où spontanément, en voisin, je me suis rendu place de la république pour crier silencieusement, respectueusement, mais pas vraiment tout bas, mon indignation. J'y suis resté une heure. J'ai regardé les gens amassés autour de la place, j'ai écouté les propos qu'ils échangeaient. Comme eux, le visage pâle et effaré, j'ai regardé les messages et dessins que certains collaient tout haut, avec des vieux rubans de scotch au pied de la statue, devenant tous, peut-être trop vite *Charlie*. Ce jour-là en tout cas, je ne pensais pas forcément *Charlie*, mais tout simplement avec mon cœur d'individu. Je pensais à ces corps criblés des balles envoyées par deux pauvres jeunes intoxiqués par le fanatisme religieux. Ne connaissant pas personnellement les victimes, il n'était pas question que je sois *Charlie*, que j'aie plus mal pour eux que leurs proches et amis. Bien sûr, moi aussi certaines d'entre elles avaient accompagné mon adolescence, m'avaient permis d'évoluer en me foutant du grand duduche. Lycéen j'avais adoré la une d'Hara-

Kiri, déjà blasphématoire envers le Général Frappart: «Bal tragique à Colombey: un mort.» Le lendemain, il était interdit. En 1974, en tant que signataire de l'Appel des cent durant la lutte des soldats appelés dans les casernes du temps où le service était encore obligatoire, j'avais adoré la une du nouveau-né Charlie Hebdo, enfin autorisé dans les casernes et qui titrait le jour même: «Merde à l'armée.» Le lendemain, il était interdit. Interdit déjà de penser tout haut. Je me suis ensuite démarqué de cet hebdo, le trouvant trop enclin aux compromis internes et lignes éditoriales divergentes (ce n'est pas l'objet ici de nous mêler du linge propre ou sale du voisin). Donc, même si je décidais de ne plus lire du tout Charlie durant les années du dictat de Philippe Val-Caroline Fourest et consorts, j'ai continué à l'acheter toutes les semaines à ma mère parce qu'elle ne pouvait pas se passer de ses caricaturistes et de ses provocateurs préférés. C'est donc pour toutes ces raisons et aussi par réflexe, un peu comme on se lave le matin, que le 11 janvier 2015, avec un très bon copain, pas vraiment militant, pas non plus hypermotivé nous avons rejoint la foule des anonymes après la place Voltaire, c'est-à-dire après les huiles et tout le tsoin-tsoin républicain unanime et par respect, après les familles et amis. De toute façon j'ai toujours préféré l'anonymat. C'était une drôle de marche où pour une fois, des millions d'individus pensaient tout bas. En revanche, tout bas j'ai aussi bouilli quand la foule a applaudi les flics à tout rompre. Ça fait drôle à un vieux militant anarchiste comme moi de voir les flics applaudis dans une manif! Et ça m'a aussi changé de ne pas reprendre nos vieux slogans éculés qu'il serait temps de renouveler un peu, soit dit en passant... Donc, exceptionnellement, ce jour-là, par respect pour ces gens morts bêtement (bêtes et méchants), j'ai pensé tout bas. Seulement, en rentrant chez moi à pied, certainement comme beaucoup d'autres, je me suis dit que ce moment de silence collectif resterait une exception. Tout comme était resté une exception ce jour de 2002 qui vit deux millions de personnes défiler à Paris dans le même silence lorsque Le Pen était arrivé au second tour de la présidentielle. Par le même réflexe, j'étais aussi descendu dans la rue, incapable de rester tout seul chez moi à ruminer ma rage d'imaginer tous ces gens de la moyenne (comme disait Colette Magny) plonger leur main dans l'urne pour y glisser un bulletin fasciste. Vision d'horreur. Des gens comme vous et moi, ordinaires mais eux, intoxiqués. Comme étaient intoxiqués les assassins de Charlie et d'Hyper Casher. Comme étaient intoxiqués les syriens qui ont détruit dernièrement les trésors millénaires dans un monde qui se veut d'un côté toujours plus moderne, mais qui de l'autre, n'arrive pas à se débarrasser de l'obscurantisme et du racisme, ces deux chancre de l'humanité. Donc ce soir-là je rentrais perplexe chez moi, me disant que cet élan de solidarité en France et

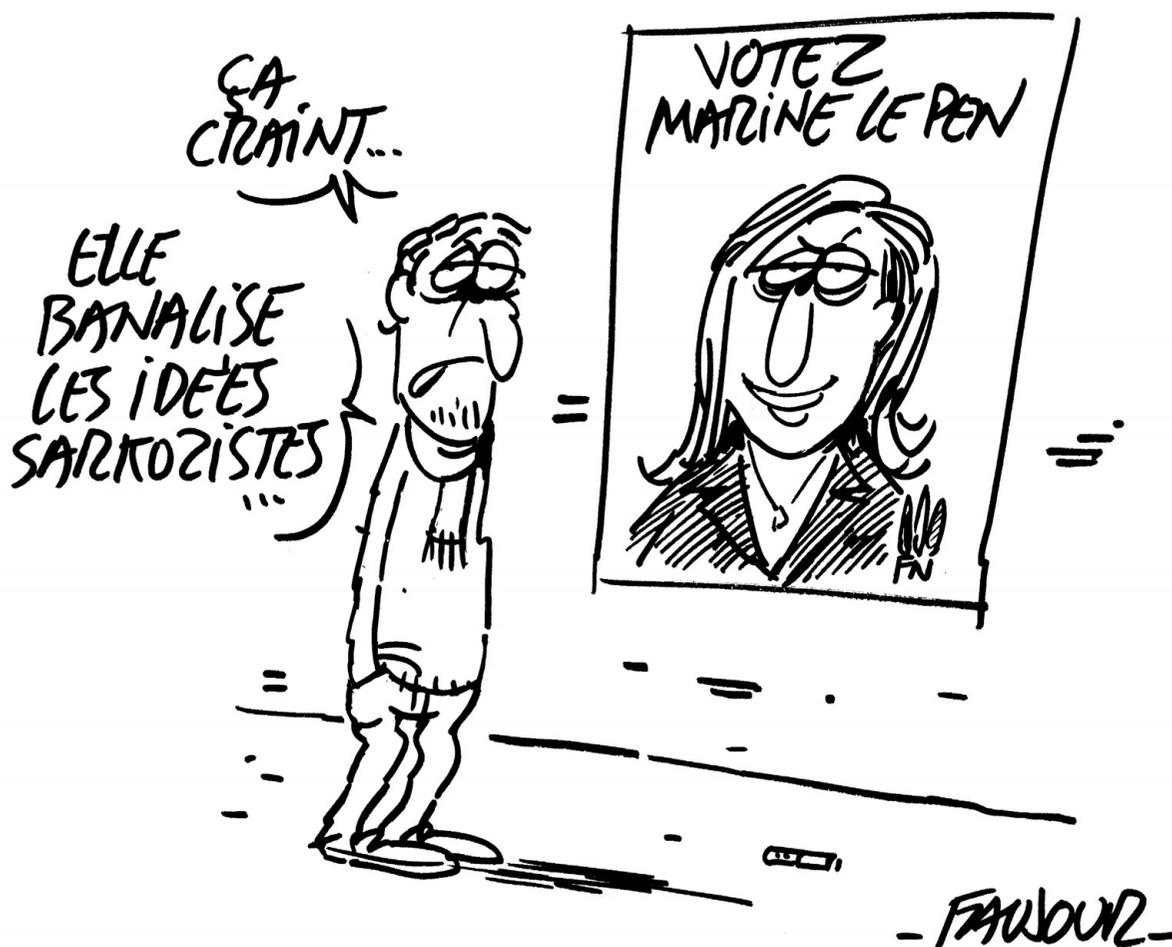


dans de nombreux pays du monde n'allait pas durer et que les fachos étaient encore capables de récupérer à leur compte cette sale histoire. Et il ne fallait pas être devin pour le deviner...

Le lendemain, elle n'était pas souriante

Peine perdue donc, d'écarter les fachos des festivités, il fallait bien se douter que frustrés comme toujours, ils ne furent pas longs à renouer avec les amalgames haineux et populistes entre musulmans et terroristes djihadistes, les épinglant sur le fil des réseaux sociaux. Leurs sorties sont tellement désopilantes et ras des pâquerettes que l'on ne peut rester qu'à leur niveau pour essayer de les comprendre. C'est à cet exercice que nous vous convions. Commençons par le racisme anti-Arabe qui a fleuri après l'attentat Charlie car, pour les fascistes, on aurait pu s'en douter, tous les Arabes sont musulmans et tous les musulmans sont forcément terroristes et donc à éliminer. Elie Quisefit, candidat aux prochaines élections départementales pour le canton de Narbonne ouvrait le feu de la connerie sur Facebook: «Il y a des battues contre les sangliers, contre les loups, contre les lynx. Et si on organisait aussi des battues contre les Arabes, on sauverait peut-être la France?» Des propos décousus de sens. Prenons donc nous aussi le temps de découdre. D'abord, qu'ont les fachos à reprocher aux

sangliers (le plat favori d'Obélix) ou aux lynx (il faut tout de même rappeler qu'à part dans les montagnes françaises, ils ne sont pas pléthore)? Les fascistes et racistes sont-ils particulièrement menacés par ces derniers? Ensuite, les battues sont-elles le meilleur moyen de réguler les espèces animales? On est en droit de se poser la question même si l'on n'a pas forcément la réponse! Propos décousus pour propos décousus, allons-y. Pour moi le mot battue dans ce contexte, à brûle-pourpoint, ne suggère-t-il pas, mais je peux me tromper, quelque chose d'approchant la ratonnade? Oui, c'est probablement ce à quoi ces propos font allusion. Donc, finalement, cette sortie de Quisefit n'est pas tant dénuée de sens. Enfin, un sens radical, pur jus fasciste. Mais, Fabien Roquette, candidat FN dans le canton de Narbonne 2, pousse le bouchon encore plus loin: «Socialistes, communistes, musulmans! Faites un geste pour la Terre: suicidez-vous.» Là on ne fait plus dans la dentelle mais dans le tour de magie: ce serait tellement plus simple et efficace si les socialistes, communistes et musulmans, avec tous ceux qui dérangent les fascistes s'éliminaient eux-mêmes. Mais sa colistière Michèle Boisset, de revenir à la raison avec ce commentaire rationnel: «Hihi! Un beau rêve.» Ils peuvent toujours rêver... Passons à présent à Thierry Brésolin, candidat rempla-



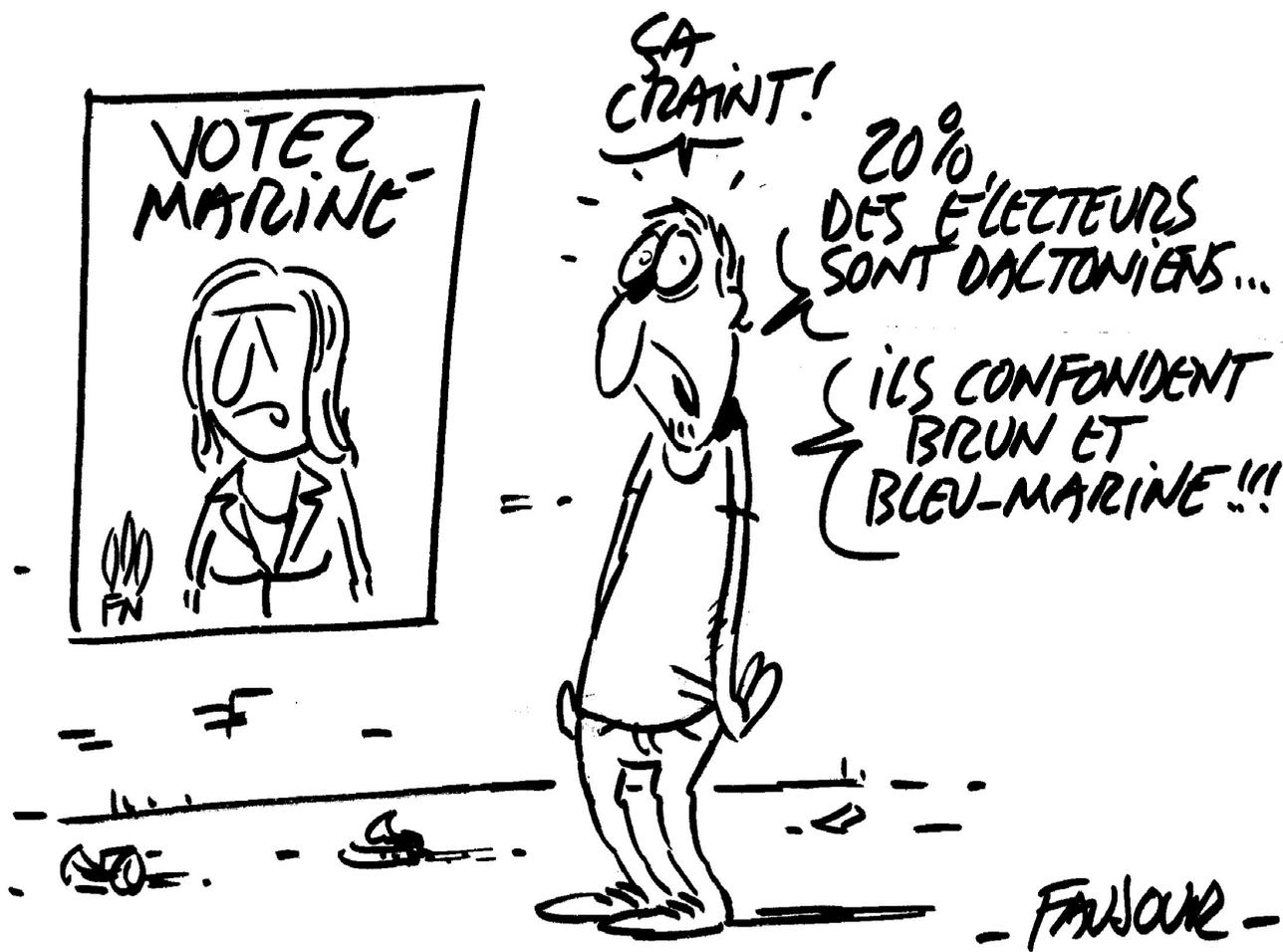
çant du FN dans le canton de Teil (Ardèche) : « Marine, tu es la réincarnation de Hitler. Toi, tu vas nettoyer la France, on compte sur toi ! », accompagné d'une croix gammée. Bah voilà, nous y sommes ! Hitler vite ! Et dire que le FN de Martine La Pen se voulait édulcoré, c'est réussi. Elle ne doit pas décoller la Marine. Encore raté !

L'Arabe, numéro 1 au hit-parade des ennemis du FN

Bon, il ne faudrait pas croire que les ressources fascistes sont si facilement épuisables. Grâce à Chantal Clamer, candidate FN dans le canton de Pamiers (Ariège), nous sommes rassurés : « L'islam et les mahométans sont la nouvelle peste bubonique du XXI^e siècle. À combattre, à éliminer sans hésitation par tous les moyens possibles. » Remarquons au passage, la référence historique à l'époque des croisades : sus aux Sarazins ! À noter également la référence à peine voilée à l'étranger amenant la Peste dans la cité. Patricia Bresson, candidate à Vouvray (Indre-et-Loire) fait également dans la référence historique, mais plus proche des généraux Massu et Salan, ah ! Le bon temps de l'Algérie française où l'on pouvait appeler un rat un rat et un crouilli un crouilli, à l'époque bénie où la Licra n'était pas en alerte permanente : « Hollande a été élu par ces rats à qui il a donné l'asile, les logements et les allocs en tout genre pendant que les Français grattent chaque jour pour y arriver. À mort les assassins, dehors les rats. »

Toujours ces rats qui attirent la peste, une phobie récurrente chez les fascistes. Avec en toile de fond cette idée de la différence entre ceux qui bossent et ces chômeurs qui ne foutent rien. De tels propos relayés par la presse locale ne sont pas passés inaperçus et Véronique Péan, responsable locale du FN, voulant disculper Patricia Bresson nous donne la véritable signification de ce morceau de poésie : « Ce message renvoie aux rats dans un fromage qui se gavent sans travailler pendant que d'autres grattent, il n'y a rien de raciste, ni d'islamophobe, dans ses propos. » Evidemment, si elle le dit ! Gérard Brazon, candidat Front national des Hauts-de-Seine, suggère, lui, « l'islamectomie » pour : « Débarrasser la France de Hollande et de l'islam. » Tant qu'à faire, autant jeter le bébé avec l'eau du bain, mais remarquons au passage l'utilisation d'un terme se voulant érudit, médical, tellement proche de « lobotomie ». C'est le même individu qui trouve incompréhensible qu'on s'offusque de la profanation d'une mosquée et l'on peut pourtant soupçonner aisément ce dernier d'avoir été parmi les premiers à condamner la performance des Fémen (quoi que l'on puisse penser des origines de leurs subventions), il faut quand même saluer leur intervention non violente et naturiste, le 12 février 2013, lorsqu'elle avaient fêté à leur manière le renoncement du pape Benoît X et étaient entrées incognito parmi le flot des touristes, puis s'étaient juchées torse-nu sur le

socle de trois cloches exposées provisoirement dans la nef à l'occasion du jubilé des 850 ans de Notre-Dame de Paris. Quant à François Helie, candidat à Dourdan (Essonne) il a posté un dessin sur Facebook montrant un sac-poubelle transformé en « niqab jetable qui retient les odeurs durant vingt-quatre heures ». Que l'on critique le port du niqab n'est pas sans réjouir les anarchistes que nous sommes, mais suivi du dérapage sur les mauvaises odeurs cela n'est pas sans nous rappeler celui qui a échappé un jour à Jacques Chirac. Le bruit et l'odeur en question désignant des désagréments supposément causés par certaines personnes immigrées en France... Comme quoi un raciste peut dormir parfois au fond des personnes supposées ne pas l'être, du moins quand elles occupent les « plus hautes fonctions de l'état » ! Pour sa part, Alexandre Larionov, candidat FN dans le canton de Causse-Comtal (Avreton), n'avait pas attendu les attentats de Charlie et de l'Hyper Casher pour, en août 2014, appeler au meurtre des Arabes, avant d'être exclu du parti, poursuivi, il encourt jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende. Ratissant plus large, François Jay, candidat à Bordeaux 1 sous l'étiquette du SIEL (Souveraineté indépendance et libertés, parti associé au FN), s'attaque à « l'occupant » : « Pas d'emploi, pas de logements, pas de collaboration avec l'occupant, telle devrait être notre attitude. » L'occupant, désignant naturellement les



populations maghrébines en premier lieu, puisque plus loin dans son message posté sur Facebook, il réclame carrément l'interdiction du Coran et n'excluant pas pour autant tout individu qui ne serait pas de souche arienne. Quant à l'interdiction du Coran, ceci n'est pas sans nous rappeler les autodafés du chancelier Adolf Hitler qui lance en 1933, une «action contre l'esprit non allemand», dans le cadre de laquelle se développent des persécutions organisées et systématiques visant les écrivains juifs, marxistes ou pacifistes. Le 10 mai 1933, le mouvement atteindra son point culminant, au cours d'une cérémonie savamment mise en scène devant l'opéra de Berlin et dans 21 autres villes allemandes: des dizaines de milliers de livres sont publiquement jetés au bûcher par des étudiants, des enseignants et des membres des instances du parti nazi. À présent, Jacques Courela qui se présente à Tonnerre (Yonne) grand admirateur du terroriste norvégien Anders Breivik, qui avait assassiné 77 personnes en 2011 (et fait 151 blessés) le couvre d'éloges sur son blog, le qualifiant de «premier défenseur de l'Occident, un Charles Martel II», appelant à «faire une icône de ce visionnaire face à la montée de l'islamisation de l'Europe». Pour rappel, Breivik développa dans un texte mis en ligne le jour des attaques, son «soutien au conservatisme culturel, à l'ultranationalisme, au populisme de droite, à l'islamophobie, au sionisme, à l'antiféminisme et au nationalisme blanc». Il y considère encore

«l'islam, le marxisme culturel et la plupart des partis politiques européens comme des ennemis et exige l'annihilation violente de l'Eurabia et du multiculturalisme, ainsi que la déportation de tous les musulmans hors d'Europe pour l'année 2083, afin de préserver la chrétienté». Rien que ça! Pour sa part, Frédéric Richou, qui se présente dans la circonscription de Bordeaux 2, décrit ainsi le «niquetamère»: «Un animal peureux qui se reproduit rapidement en milieu européen et particulièrement en F.R.A.N.C.E.: la Fédération des réfugiés Arabes Nourris par les Caisses de l'Etat.» Décidément, les fachos n'aiment pas la plus grande majorité des humains, mais encore moins les animaux. Comment ne pas y reconnaître les inoffensifs lapins prompts à se reproduire? Même topo pour Mikaël Pinton, candidat dans le canton de Vitré (Ille-et-Vilaine) qui publie sur Facebook: «Ce matin, aux courses, je me suis amusé à mettre des côtes de porc dans le rayon halal, histoire de... il y aura peut-être un muzz courageux pour les acheter?» Franchement, il faut vraiment ne rien avoir d'autre à faire ou être sacrément pervers pour perdre son temps à mélanger de la viande non halal à de la viande halal dans les bacs réfrigérés des grandes surfaces. C'est fou comme les fascistes peuvent être joueurs... Mais le pire arrive à la fin de la phrase, assez douteuse d'ailleurs, quand on y réfléchit bien. En effet, qu'y aurait-il de courageux dans le fait d'acheter de la viande non halal pour un Arabe? C'est aussi bête que si l'on demandait à un fasciste d'embrasser un noir sur la bouche! Ce

qui n'est pas près d'arriver quand Aimé Deléglise, candidat à Pamiers (Ariège), ose au XXI^e siècle traiter Christiane Taubira de «banane sur pattes». Voilà le grand retour du «Y'a bon Banania», ça ne nous rajeunit pas. Philippe Sokolowski, leader du FN à Bellegarde-sur-Valserine (Ain), précise, lui, dans une interview à La Tribune républicaine: «Nos valeurs judéo-chrétiennes sont en train de disparaître de la ville. Je pense que dans six ans, ce sera Bellegarde la salafiste ou la djihadiste! On peut aussi mettre un minaret sur la mairie. On est en train de brader la commune.» C'est sûr qu'en matière de gestion des communes, les fachos s'y connaissent, il n'y a qu'à se souvenir de ce qu'ils ont fait quand ils étaient aux commandes de plusieurs villes moyennes de France en 1995. D'ailleurs, sans mandat exécutif, le FN n'a jamais eu à rendre des comptes pour mauvaise gestion à Toulon, Marignane, Orange et Vitrolles. S'ils ne sont pas allés jusqu'à mettre le drapeau nazi sur le fronton de leurs mairies (nous sommes autant qu'eux capables de donner dans le cliché...), plus sérieusement, ces derniers n'ont pas hésité à diriger leurs premières mesures discriminatoires à privilégier les subventions communales aux familles françaises de souche – la fameuse priorité nationale, un concept heureusement retoqué par le conseil d'état – ou encore à bloquer les subventions accordées aux associations aidant l'intégration des personnes immigrées et aux maisons de la cul-

ture. L'histoire ne faisant hélas souvent que se répéter sous ses aspects les plus négatifs. Restons dans ce registre avec Maxime Chaussat, candidat et responsable départemental du FN dans l'Ain : « *Le seul véritable apartheid existant en France est celui que subissent les patriotes pour exprimer leur amour de la France historique.* » Je suis peut-être une exception, mais plus j'avance dans la vie, plus j'ai tendance à m'intéresser aux autres cultures que française. Ce qui n'est visiblement pas le cas d'Éric Pinzelli, candidat à Château-Arnoux-Saint-Auban (Alpes-de-Haute-Provence) : « *Si vous n'êtes pas encore enthousiastes à l'idée de voir nos cathédrales dynamitées et de vivre dans une société régie par la charia, aujourd'hui est le temps de dire halte au processus de déchristianisation, halte à la réécriture de notre histoire.* » Bel amalgame s'il en est. Un étudiant en psychanalyse aurait vite fait de diagnostiquer derrière cette phrase la présence d'un gros problème de paranoïa aiguë chez son auteur. Tous les ingrédients y sont présents. Mêmes symptômes présents dans cette phrase de Jean-Jacques Guitard, candidat FN à Beausoleil (Alpes-Maritimes) : « *Il est temps d'arrêter de faire de l'angélisme envers l'islamisme, même si l'islam de France doit en payer le prix. STOP!* » Mêmes symptômes mais plus d'ambiguïtés. Terrain glissant. Là, il s'attaque à gros. Essayons de décortiquer ses propos sulfureux. Vient naturellement à mon esprit de critique simple, cette analyse au premier degré : tant pis pour l'ensemble de la communauté musulmane si elle doit payer pour les extrémistes qui se nourrissent sur leur sein. D'ailleurs, surfant sur la vague paranoïaque, Julien Clos, suite à la tuerie à Charlie Hebdo écrit sur son blog : « *Attentat islamique ce matin, je suis de plus en plus inquiet concernant la mosquée clandestine du Cannet.* » Moins parano et plus rase-mottes, Jonathan Vivien, suppléant à Arras nous livre sa définition éclairée de l'Algérien : « *Algérien : maladie mentale consistant à se promener avec un drapeau, brûler des voitures et crier : "One two three, viva Algeria."* » C'est sûr que, pour rester bien collés aux clichés (et pourquoi pas ?), les supporters extrêmes aux grandes heures du PSG faisaient, eux, dans la dentelle... Mais revenons-en à la bonne paranoïa qui peut rapporter les gros poissons dans les filets du FN comme le fait Thierry Cumps, candidat FN-RBM (Rassemblement Bleu Marine) à la Courneuve : « *François Hollande en est convaincu : le socialisme est incapable de faire respecter les lois en France, seul l'islam en tant que force politique et pas seulement en tant que religion est capable de diriger notre pays. De nombreux signes quant à la volonté de François Hollande d'implanter en France un gouvernement islamiste modéré de type algérien ou marocain par François Hollande, comme la nomination de la Marocaine musulmane Najat Vallaud-Belkacem nommée ministre de l'éducation nationale. Hollande encourage le terrorisme islamique en France afin d'utiliser des petits criminels pour des attentats sur le sol français, ce qui amènera la population française et les députés à accepter des lois liberticides qui permettront de changer*

la république démocratique française en république islamiste». Inutile peut-être de s'arrêter trop longtemps sur un tel délire.

Les challengers : Roms, juifs, francs-maçons, lesbiennes et homos

Alexandre Larionov plus haut cité, qui s'est fait exclure du FN après avoir appelé au meurtre des Arabes et encourt de lourdes peines judiciaires, n'a pas pour autant pris sa retraite, mais a changé tout simplement de cible depuis sur Facebook : « *La France est un pays contrôlé par les Grandes Loges, l'argent que les Français gagnent partent dans les poches de ces gens. Ils veulent détruire les races nordiques.* » Après les Arabes, donc, ces bons vieux francs-maçons, ennemis de la race pure et amis des subventionnés de la sécu. Les juifs ne devraient pas être loin, mais un peu de patience. On notera au passage la mention des races nordiques, le vieil occident chrétien par opposition aux « *racés du Sud* », généralement plus bronzées... Ou celles de l'Est, avec un petit détour par les Roms, définis ainsi par Serge Laroze, autre candidat du FN : « *Individu qui fait fortune dans le rempaillage de chaises et le commerce du cuivre.* » À première vue, la formule ne semble pas manger du pain, sauf qu'en creusant un peu, l'idée suggère plutôt de manière pernicieuse qu'on ne fait pas fortune en rempaillant des chaises, mais plutôt avec le cuivre recyclé et donc... volé. Forcément! Les destinataires du message subliminal auront compris et rajouté mentalement le mot manquant. Dans l'Allier, à présent, le candidat FN Xavier Sainty à propos de sa carrière de chanteur de charme : « *Si je ne décolle pas dans le Showbiz, c'est parce que je ne suis pas juif. Je suis bloqué partout, et un producteur juif m'a avoué directement, comme tu n'es pas juif tu n'auras jamais droit aux télés aux radios et tu seras barré car nous avons l'argent et tout nous appartient, tu ne pourras jamais y arriver. Voilà comment nous sommes traités par ces gouvernements depuis des décennies, nous les "goys", vivement une vraie révolution française, vive Marine Le Pen vite!* » En fait, renseignements pris, ce chanteur de charme n'a jamais percé, mais ce ne peut être, selon lui, que dû à la force des lobbies juifs sur le monde du show-biz. Une vieille rengaine, en somme. À présent, un petit tour du côté des nostalgiques de la Manif pour tous. Lydia Schénardi, candidate à Contes (Alpes-Maritimes) : « *On parle de la traçabilité de la viande mais est-ce qu'on pense à la traçabilité des enfants? Un enfant qui naît dans un couple homosexuel, qui se sépare par la suite, les grands-parents qui sont-ils là-dedans?* » Cherchez la viande souche! Quelle poésie, de comparer des enfants à des morceaux de barbaque. Mais, pour les fachos, le mauvais goût ou l'abomination ne sont jamais de leur côté, qu'on en juge sur pièce avec les propos de Patricia Chalamet, candidate à Buzançais (Indre) : « *Le mariage pour tous est un blanc-seing à toutes les perversions.* » Que cette brave dame du peuple se rassure, seulement 17 500 mariages entre personnes du même

sexe ont été célébrés en France depuis la promulgation, en mai 2013, de la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels, selon l'Insee. Sur l'ensemble de l'année 2014, le nombre des mariages homosexuels est estimé à 10 000, soit 4 % du nombre total des mariages célébrés sur cette période. Pas de quoi casser trois pattes à un canard, donc. Peut-être que Roger Dohen, candidat dans le canton de Marck (Pas-de-Calais), n'avait pas eu connaissance des statistiques lorsqu'il a lancé sur son blog : « *Le mariage = un homme une femme. Ils en veulent toujours plus ses PD.* » Mais, j'aimerais savoir pourquoi les homophobes et lesbophobes s'acharnent ainsi sur une loi qui, de toute façon, est à présent inscrite dans les textes? Quand Sarkozy, leur ami de loin, leur a fait un appel du pied en proposant de revenir sur cette loi, le Conseil d'État lui a gentiment fait comprendre qu'il ne fallait pas y compter, que cela serait d'ailleurs impossible à réaliser et poserait d'énormes problèmes administratifs. Et pan sur le bec! Bon, à présent plus brut de pommes, les propos de Gilles Ferrière qui se présente à Plélo (Côtes-d'Armor) : « *La démocratie voudrait que tout le monde s'exprime et non une minorité pédophile.* » Allez zou! Le bon chiffon rouge si efficace parfois du « *homosexuel = pédophile* ». Et nous avons gardé le meilleur pour la fin avec cette sortie toute en nuance de Chantal Clamer, élue municipale FN à La-Tour-du-Crieu : « *Ces sales gouines sont vraiment moches, en effet quel est le mec qui voudrait d'elles? À part les blacks et les rebeus.* » Il est vrai qu'en faisant un petit tour sur le Net on trouve facilement des photos d'elle et il est sûr que son look bon chic bon genre doit en faire une femme très sollicitée dans tous les milieux et elle pourrait même être fort surprise que ce soit également le cas, par les Blacks et les Beurs... Bref, on aura donc fait le tour non exhaustif de l'argumentaire des prétendants fascistes aux postes départementaux et on aura surtout apprécié leur haut niveau intellectuel. Mais hélas, il faut bien constater que ça marche auprès d'un certain public en manque de repères autres que ceux de la haine de l'autre et peut-être parfois de soi. Vague sur laquelle Marine Le Pen s'interdit de surfer : « *Quand on est candidat, on se doit à une rectitude de comportement et à une rectitude de parole, et nous sommes irréprochables en ce sens et lorsque le FN est confronté à ce genre d'agissements, il agit et il agit fermement.* » Marion Maréchal semble plus circonspecte, ou plus réaliste aussi que sa tante, tout en essayant de minimiser : « *Sur 7 648 candidats, on n'a assisté qu'à 11 petites sorties de route racistes, xénophobes, homophobes, antisémites ou islamophobes.* » Oui, effectivement, c'est très peu, en ce qui concerne les sorties de route des fascistes qui pensent tout haut sur les réseaux sociaux, mais la tendance s'inverse quand on imagine combien dans leurs rangs pensent tout bas dans les mêmes termes, tout en nuances!

P. S.

L'athéisme... et puis après ?



Le Furet

POURQUOI y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? Et qui possède la bonne réponse à cette question ? Les athées, en France en particulier, fondent leur non-croyance, ou croyance en l'inexistence de Dieu, sur la base d'une définition de Dieu qui, *grosso modo*, est celle enseignée par le Vatican. Les croyants ne suivent pas tous cette « bonne parole ». Tous les dieux sont-ils nuisibles ?

La non-croyance est ni plus ni moins légitime que la croyance en un dieu. La foi relève de l'irrationnel par définition, mais sommes-nous tous rationnels vingt-quatre heures par jour ? Dieu est une hypothèse, si elle est indémontrable, son contraire non plus... Excepté si l'on se réfère à des théologies selon lesquelles Dieu est à peu près synonyme de « vie » : sa contestation n'a plus d'intérêt dans ce cas. Il reste que, si on aime la vie (l'existence si vous préférez), on n'aime pas forcément l'idée de devoir la quitter un jour. C'est alors que la proposition d'un paradis *post mortem* est une trouvaille vraiment idéale... et elle a toujours beaucoup de succès. On a d'ailleurs vu nombre d'athées céder à l'attrait à la fin de leur vie.

En quoi le fait de croire en Dieu pose-t-il un problème ? Si cela n'engage que le croyant : suivre tel ou tel régime alimentaire, porter tel ou tel vêtement, telle ou telle coiffure, etc., pour aller au paradis ? Je dirais : « Faites-le vous-même ! Mais n'y obligez pas les autres... » Tout cela est encore assez anodin, et relève, en fait, de la superstition. Le problème est qu'il n'y a pas de dieu sans religion... Tolstoï, chrétien et anarchiste, le regrettait. Pour lui, on ne pouvait croire en Dieu que malgré l'Église. Tous les croyants n'ont pas tant de recul par rapport à leur engagement. Maltraiter les femmes par exemple, les considérer comme une espèce inférieure, est une valeur commune à beaucoup de religions. En cela, elles sont sans aucun doute à l'origine des inégalités économiques et sociales qui survivent encore aujourd'hui un peu partout. Nombre de religions sont prêtes à décréter des « guerres saintes »... A-t-on encore besoin d'être athée pour contester les inégalités hommes-femmes ou les guerres dans lesquelles les religions ne sont le plus souvent que des prétextes pour encourager les troupes, les vraies motivations étant liées à des richesses

naturelles privatisées? Ne serait-ce pas en rester à de vieilles idées, géniales en leur temps, mais un peu simplistes aujourd'hui?

Du côté des catholiques, les papes se suivent et ne sont plus guère écoutés de la plupart des croyants pour ce qui concerne les incursions archaïques dans la vie privée de tous. Le souci persistant est bien leur pouvoir de nuisance par l'intermédiaire de leur représentation nombreuse et pas toujours affichée d'emblée parmi le personnel politique à tous les postes de pouvoir possibles... Les crèches de Noël dans les lieux publics, les rapports des commissions de «bioéthique», les difficultés à «mourir dans la dignité», etc., montrent l'importance du pouvoir clérical en France.

Le réalisme est donc de constater une situation: la multiplicité des croyances, et de se demander comment faire avec.

Pour revenir à la question de l'existence ou non de Dieu, un anarchiste est aujourd'hui en droit de trouver bien faibles *Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu* de Sébastien Faure et y préférer par exemple les ouvrages de Bertrand Russell et de Michel Onfray¹. «Dieu existe», «Dieu n'existe pas»... Des affirmations qui peuvent engendrer de longues discussions, éventuellement même plaisantes, si l'on veut... Et après? Tout cela est bien éloigné de la réalité concrète, des inégalités, du chômage, des dégradations environnementales, etc. Et puis, enfin, pour dire les choses rapidement, ce que nous apprennent des siècles d'histoire est qu'il ne faut surtout pas faire confiance aux religions pour avoir la paix civile. Et nous voyons bien, aujourd'hui, que ce n'est pas fini.

De fait, le message athée est inaudible pour un croyant. Comment admettre qu'on s'est toujours trompé? C'est trop douloureux, il est plus confortable et surtout plus rassurant de rester dans ses certitudes et de croire que c'est l'autre qui est dans l'erreur. En outre, il est évident qu'aucun dictateur n'est capable de réduire des milliards de dissonances cognitives en claquant des doigts. *A fortiori*, les anarchistes, qui refusent les moyens autoritaires, n'y parviendront jamais. Et puis, encore une fois, l'être humain a le droit d'avoir des faiblesses et, ne serait-ce que de temps à autres, un besoin de «consolation». Le réalisme est donc de constater une situation: la multiplicité des croyances, et de se demander comment faire avec.

En effet, pas un anarchiste ne peut projeter d'exterminer tous les croyants au lendemain du «grand soir». Vivre en société, c'est faire des compromis, et pour ce qui est



des croyances, la laïcité semble le moyen non seulement incontournable, mais dont la défense est de plus en plus nécessaire compte tenu du caractère belliqueux des religions, même quand elles se présentent comme chantres de la fraternité.

Nous vivons aujourd'hui dans un contexte de montée en puissance des radicalismes. En France, les catholiques pratiquants sont soumis à ce qui reste de prêtres en état d'exercer, et ce sont de plus en plus souvent des traditionalistes, des intégristes... Les musulmans, qui officiellement n'ont pas de clergé organisé, ont leurs extrémistes qui, eux, sont organisés, et de ce fait attirent vers eux nombre de personnes. Il est bien évident – qui ne l'a pas compris depuis le 7 janvier? – que les temps sont de plus en plus durs pour la tolérance. L'humour lui-même n'est plus toléré.

Depuis des années les religieux et leurs «spécialistes de la laïcité» font un travail de communication pour redéfinir la laïcité comme un espace de tolérance pour toutes les religions, traitant ceux qui veulent maintenir la laïcité comme absence des religions dans le domaine public de passésistes, voire d'ignares. Cet espace de tolérance pour toutes les religions, c'est un espace de liberté pour les ennemis de la liberté et, en l'occurrence, nous le savons bien pour les

plus radicaux d'entre eux, pour des politiciens post-fascistes dont ils sont le soutien.

Ce travail va aujourd'hui dans le sens d'une intervention de l'État pour promouvoir l'islam avec pour objectif explicite de le canaliser. C'est dans ce sens que certains veulent actuellement réformer la loi de 1905, afin d'autoriser le financement des cultes. De fait, le catholicisme est une secte qui est devenue une religion à partir du moment où l'empereur Constantin a estimé qu'elle pourrait lui être utile pour asseoir son pouvoir, et il lui a alors donné des moyens...

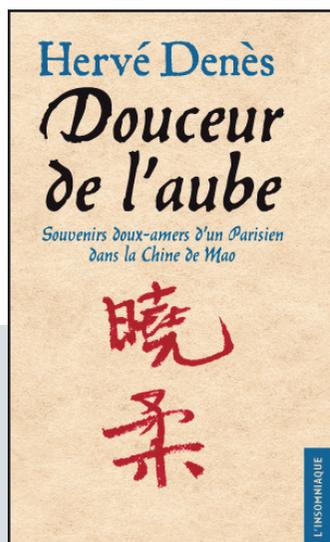
Cela nous promet un avenir pénible. Il faudra autre chose que «l'esprit du 11 janvier» pour ne pas en arriver là: une mobilisation ferme, laïque et antifasciste. **F.**

1. Sébastien Faure, *Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu*, Éditions libertaires, 2008; Bertrand Russell, *Pourquoi je ne suis pas chrétien*, Lux éditeur, 2011; Michel Onfray, *Traité d'athéologie*, Grasset, 2005.

Aventures d'un Parisien en Chine maoïste

LE LECTEUR de *Douceur de l'aube* – édité par L'Insomniaque en 2015 – est très vite happé par le rythme du récit de ce Parisien de 23 ans qui, en 1964, partit enseigner le français à des étudiants chinois. La France et la Chine venaient d'établir des relations diplomatiques. Avec quelques condisciples, Hervé Denès arriva à l'Université de Nankin où il restera jusqu'en septembre 1966 au début de la Révolution culturelle.

Dans le but d'épurer le parti, Mao avait appelé les gardes rouges à faire « feu sur le quartier général ». On le sait aujourd'hui, cette manipulation de masse aboutit à la prise du pouvoir par l'armée après des affrontements qui firent des millions de morts. Les jeunes gardes rouges rebelles qui avaient pris au mot les incitations du Grand Timonier finirent par mettre en danger l'existence du parti et furent alors particulièrement réprimés¹. Comme certains de ses camarades, l'auteur pressentit cette situation aux tenants et aboutissants, à l'époque, peu clairs. Il en décrit des épisodes qui éclairent les luttes de pouvoir, la manipulation des étudiants et les conséquences terribles pour la vie du peuple. Puis, les événements le forcent à se réfugier à Hongkong, place de choix pour observateurs, sinologues et agents des services occidentaux.



Hervé Denès, *Douceur de l'aube* : souvenirs doux-amers d'un Parisien dans la Chine de Mao, Éditions de L'Insomniaque, 96 pages, 9 euros. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

Ce qui frappe, c'est la clairvoyance de ces quelques jeunes enseignants résolument réfractaires à la pensée maoïste. « Pour, écrit Hervé Denès, avoir côtoyé quelques radicaux lucides, familiers des idées de Socialisme ou Barbarie et de l'Internationale situationniste, j'étais prévenu contre le régime – à l'époque nous disions "stalinien" – qui régnait à Pékin. »

Dès leur arrivée en Chine, l'auteur et ses condisciples furent confrontés à la réalité politique, aux privilèges de la nouvelle classe dirigeante, à l'égalitarisme de façade distillé aux visiteurs qui cachait mal une arrogance féroce. Omniprésentes étaient les tracasseries bureaucratiques, les surveillances en tout genre, tout particulièrement celles des esprits paralysés par la peur. Ce monde grouillait de commissaires politiques, de comités de quartier à l'esprit policier et d'informateurs divers. L'université, ces jeunes la découvraient comme une « caserne servant à formater les esprits des étudiants appelés à devenir les cadres du régime ». Mais, le plus insupportable, ce fut la volonté de séparer les « amis étrangers » – « ennemis » potentiels, « agents de l'impérialisme occidental » – du peuple chinois ; partager la vie quotidienne de ce dernier se révéla impossible ; le mécontentement s'installa alors dans la communauté d'expatriés et suscita quelques actes d'insoumission.

Stimulé par sa passion de la Chine et de son peuple, l'auteur s'est efforcé de briser l'interdit officiel, obligé quelquefois de rebrousser chemin afin de ne pas porter tort aux personnes qu'il rencontrait. Quittant les lieux assignés, l'auteur faisait le mur, la nuit, à la découverte de quartiers populaires où jamais ne s'aventuraient les « étrangers », des endroits improbables où les langues se déliaient. C'est ainsi qu'il découvrit que « sous la chape de terreur qui écrasait le pays, des êtres humains existaient encore ».

La relation amoureuse que l'auteur noua avec une de ses élèves l'avait de fait rapproché de la société. Au point que son collègue, le situationniste René Viénet, poussé à un départ prématuré, l'encouragera à rester, justement parce qu'il était un des rares à avoir réussi à établir un contact fragile mais réel avec des Chinois.

Comment peut-on expliquer que cette « chape de terreur » n'ait pas été perçue par les autres enseignants et ceux qui commençaient à défiler dans cette Chine-là ? Conquis d'avance au mensonge bureaucratique, les visiteurs et coopérants de confession

maoïste se firent donc traiter de « collabos » ou de « versaillais ». Aujourd'hui, il est de bon ton chez les anciens défenseurs du maoïsme de se référer aux travaux de Simon Leys. Comme si ce revirement pouvait les blanchir de leur aveuglement passé : « Nous étions tous maoïstes, et puis, Simon Leys nous a ouvert les yeux. »

Notons que les brillants ouvrages de Leys laissent de côté, du moins de façon explicite, l'analyse des rapports d'exploitation dans la société chinoise. Nuance bien arrangeante pour des esprits staliniens en quête de recyclage démocratique.

« Il y a prescription », écrit Jacques Pimpaneau dans sa préface. Les anciens maoïstes peuvent sans honte oublier le rôle qu'ils ont joué dans la diffusion du mensonge totalitaire. Prétendre aujourd'hui que « tout le monde » fut maoïste est une façon de diluer leur responsabilité. Ce récit montre que, dès le début des années 1960, la critique du totalitarisme chinois était possible.

Douceur de l'aube est un livre sur l'amour. Dans les sociétés totalitaires, plus que partout ailleurs, l'amour est appelé à se confronter au pouvoir car l'amour c'est la liberté. Ce récit se terminera par une tragédie ; et l'auteur reviendra de Chine porteur d'une expérience qui « demeurera une plaie jamais refermée », indissociable de son attachement à la société chinoise². *Douceur de l'aube* est un livre réparateur, un hommage à l'âme sœur, un livre émouvant, un beau livre.

Charles Reeve

1. Sur les récentes révisions historiques de la Révolution culturelle par les tendances néo-maoïstes locales, lire : <http://cqfd-journal.org/De-quoi-la-Revolution-culturelle>

2. Sous le pseudonyme de Hsi Hsuan-wou – du nom de famille de Douceur de l'aube –, Hervé Denès est le traducteur de plusieurs ouvrages, dont *Révo. cul. dans la Chine pop. – Anthologie de la presse des gardes rouges* (10/18, 1974). Signalons également : *Bureaucratie, bagne et business* (L'Insomniaque, 1997), *China Blues, voyage au pays de l'harmonie précaire* (Verticales, 2008) et *Les mots qui font peur* (L'Insomniaque, 2012).

La **Fédération anarchiste** d'Amérique centrale et des Caraïbes



APRÈS PLUSIEURS MOIS DE PRÉPARATION, de débats pré-congrès et d'appel au premier congrès pour la formation de la Fédération anarchiste d'Amérique centrale et des Caraïbes (FACC), nous nous sommes réunis entre compagnes et compagnons de différents pays aux réalités diverses de la zone d'Amérique centrale et des Caraïbes (et avec la présence d'observateurs internationaux), dans la ville de Santiago de los Caballeros (Saint-Domingue), les 21 et 22 mars de cette année, pour confronter nos idées, nous connaître, constater nos différences et nos affinités.

Nous exprimons notre satisfaction d'avoir créé la FACC. Un réseau pour la solidarité et la collaboration des anarchistes dans cette zone, au-delà des frontières que nous imposent le capitalisme et les États, un fédéralisme des tendances qui cherche à faire vivre les relations entre les divers collectifs de la région et leurs diasporas.

Initialement, les membres fondateurs de la Fédération sont : Taller (atelier) Libertario Alfredo López (TLAL) de Cuba, Kiskeya Libertaria Dominicana (République domi-

nicaine), des camarades de Porto-Rico, San Salvador, Bonaire et Miami (d'autres groupes voulaient participer à la FACC et en devenir membres, mais du fait de leur éloignement ils n'ont pas pu venir et y adhérer pour le moment).

La Fédération est basée sur les principes de consensus, solidarité, acceptant la diversité des individus et collectifs dans leurs tendances et pratiques, se centrant sur les interventions critiques et l'étude dans le cadre des deux régions, et se caractérisant en étant une fédération à organisation horizontale. En accord avec les décisions prises au consensus, les critères d'adhésion sont les suivants :

- Que l'individu et/ou le collectif se déclare anarchiste.
- Que l'individu ou le collectif fonctionne de manière horizontale.
- Que l'un des membres actifs de la Fédération se porte garant de l'individu ou du collectif sollicitant son adhésion.
- Qu'il y ait unanimité pour l'intégration à la Fédération de l'individu ou du collectif.

- L'individu ou les collectifs sollicitant leur adhésion à la Fédération attendront au maximum deux mois pour obtenir l'acceptation unanime.

La Fédération a pour le moment un comité de communications (relations extérieures), ainsi que trois comités créés sur la base du volontariat qui sont : le comité antirépressif, le comité antinationaliste, et le comité autogestionnaire.

La formation de la Fédération marque un jalon dans l'histoire des mouvements anarchistes de la région, étant donné qu'auparavant, il n'a jamais existé un espace pour partager les expériences et travailler ensemble de manière critique.

Nous avons choisi le chemin de la liberté et de l'horizontalité, et nous espérons que, de partout, nos camarades sympathisants nous accompagnent dans notre nouvelle marche vers un idéal ancien mais sans cesse renouvelé, vers l'anarchie !

Comité de communications de la FACC

Décès de **Philippe** Coutant

C'EST UNE GRANDE PERTE pour la si belle idée d'anarchie. Philippe était un homme bien, intègre et honnête. Philippe Coutant est décédé dans la nuit du 28 février des suites d'un AVC à l'âge de 64 ans.

Il savait, je trouve, particulièrement bien lier théorie et pratique, sans même une frontière entre les deux. Il commença par être maoïste dans les années 1970, puis il devint communiste libertaire. Il a beaucoup milité et écrit pour le Scalp dans les années 1990. Je me souviens lire, dans ma province retirée, ses textes de Nantes dans *No Pasaran*. Il aida aussi beaucoup le Gasprom, association locale de la Fasti (Fédération des associations de solidarité avec tous les immigrés). En 1995, il fut l'un des fondateurs de la CNT nantaise. Depuis quelques années, il se disait individuel et il l'était effectivement ; pas individualiste, mais non encarté, pas dans un groupe politique particulier. Philippe participait beaucoup aux luttes et aux actions: il était engagé à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et il expérimentait

avec d'autres l'autogestion à B17, notre beau local nantais. Il tenait un Infokiosque et un site, lilbertaire@free.fr, avec une myriade de textes tous les plus intéressants que les autres. D'ailleurs, quand je me posais une question, c'était à lui que j'envoyais un e-mail. Il animait aussi une émission de radio, *Le Magazine libertaire*, sur Alternantes, où il recevait les différents acteurs et collectifs nantais et ligériens et diffusait des débats et des conférences.

En 2007, courageux et ayant soif de savoir, il s'inscrit en fac de philosophie, d'abord à Nantes, puis à la Sorbonne. Il publie deux livres: *Le Sujet et le capitalisme contemporain* et *Gérer sa vie*, aux éditions de la Gréneraie. C'était un foucauldien de gauche, pourrait-on dire. Son décès, si abrupt et si lourd, ne peut que nous encourager à poursuivre la lutte, celle qu'il avait fait sienne.

Gilles Durand

*Groupe Joseph-Déjacque
de la Fédération anarchiste (Nantes)*



Le théâtre, c'est la vie

LES RENCONTRES entre acteurs et auteurs peuvent parfois donner des spectacles étonnants. Il en est ainsi de la troupe la Scène buissonnière et de l'auteur Fernand Deligny. Ce dernier, éducateur d'enfants autistes, délinquants et autres «inadaptés», s'est également révélé être penseur, cinéaste et poète, et nous a laissé une œuvre largement inspirée de son expérience professionnelle comme par exemple *Graine de crapule*. C'est la découverte de ce texte qui donnera envie à Adeline Nuñez de faire connaître Fernand Deligny, esprit libre s'il en est. Le parcours de la comédienne va devenir indissociable de l'œuvre de l'auteur-éducateur. Adeline Nuñez va créer en 1996 la Scène buissonnière et jouer près d'une centaine de fois *Graine de crapule*.

But de la Scène buissonnière, un vrai programme : « Transmettre par la poésie et le jeu vivant des acteurs, la joie, le mystère, le chaos et la grâce de la vie. Se propulser dans des textes engagés sur des questions citoyennes, sociales et historiques à travers des imaginaires

drôles, impertinents, cruels et poétiques qui préfigurent un monde sensible et solidaire. » Il ne s'agit donc pas seulement d'une simple adaptation des œuvres de Fernand Deligny, mais d'une application pratique de sa philosophie, d'où un travail avec des enfants «en difficulté» avec le Club Espoir à la cité Pierre-et-Marie-Curie à Ivry-sur-Seine (atelier théâtre tous les mardis de 19 h 30 à 22 heures au centre culturel Pierre-et-Marie-Curie), sans oublier les fêtes de quartiers etc. Actuellement, la Scène buissonnière présente aussi un montage sur un autre texte de Deligny : *Sur les traces de l'humain*.

Avis donc aux amateurs, vous pourrez apprécier, et l'auteur, et les interprètes samedi 11 avril à 20 heures au Théâtre Antoine-Vitez d'Ivry, 1, rue Simon-Dereure, 94200 Ivry. Tarif: 6 euros – Réservations: 0146702155 (de 14 heures à 18 h 30). theatredivryantoinevitez.ivry94.fr

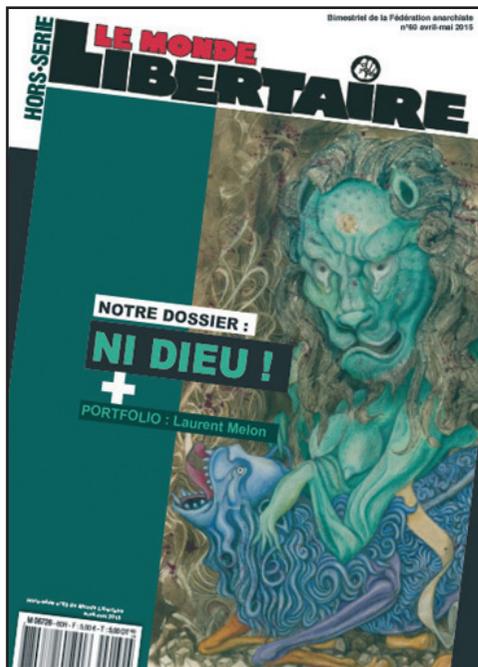
Sergent García

À tous! À tous! À tous!

Le Monde libertaire hors série numéro 69 est désormais sorti des presses et présent dans tous les bons kiosques de France et de Navarre.

Vous y trouverez notamment un dossier intitulé «Ni dieu!» traitant de l'histoire et de l'actualité de l'athéisme ainsi qu'un chouette porte-folio de l'artiste libertaire Laurent Melon.

À vos kiosques, vos boîtes aux lettres ou vos librairies ! Et bonne lecture !



SOUTIEN A LA GRECE

Journée organisée par le gr. Proudhon de la FA

Soutien au collectif citoyens actifs de Larissa

Les citoyens actifs de Larissa est un mouvement ouvert à tous qui ne dépend d'aucune autorité politique ou autre et constitue un point de contact entre des citoyens qui, par le bénévolat, visent à informer, sensibiliser et mobiliser les citoyens sur les sujets du quotidien et de la qualité de vie, ainsi qu'à faire ressortir des questions sous leurs dimensions sociale, économique, écologique et politique.

12 h - Couscous



15 h 30 - Film

Ne vivons plus comme des esclaves

Film de Yannis Youlountas

Prix : à partir de 5 € (réservez dès maintenant à l'Autodidacte)

SAMEDI 11 AVRIL

à partir de 12 h

MJC de Palente - 24 rue des roses

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Jeudi 2 avril

Paris XI^e

18 heures. Débat «Pour une école totalement autogérée! Oui mais concrètement?» Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 4 avril

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Alexandre Skirda autour de son ouvrage *Les Russies inconnues. Rouss, Moscovie, Biélorussie et Empire Russe. Des origines (862) à l'abolition du servage (1861)*. (Editions Vétché). Alexandre Skirda projettera son film *Le commandant de Kronsdat parle*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Vendredi 17 avril

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo et débat. Peut-on imaginer un bon patron? Un travail d'usine joyeux? Projection du film *Paroles de Bibs* de Jocelyne Lemaire-Darnaud (2001).

Samedi 18 avril

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Patric Jean autour de son livre *Les hommes veulent-ils l'égalité?* (Editions Belin). Quelles pistes nous sembleraient utiles pour que les hommes puissent s'engager dans ce combat pour l'égalité? Comment pouvons-nous envisager la participation des hommes aux luttes féministes? Débat public ouvert aux hommes et aux femmes à l'initiative de l'émission Femmes libres sur Radio libertaire et du groupe Pierre-Besnard de la FA.

Rouen (76)

14 heures — 21 heures. Journée du livre libertaire

15 heures. Débat avec Jean-Pierre Tertrais: décroissance et transition énergétique.

16h30. Débat avec Guillaume Davranche autour de son livre *Trop jeunes pour mourir (ouvriers et révolutionnaires face à la guerre)*.

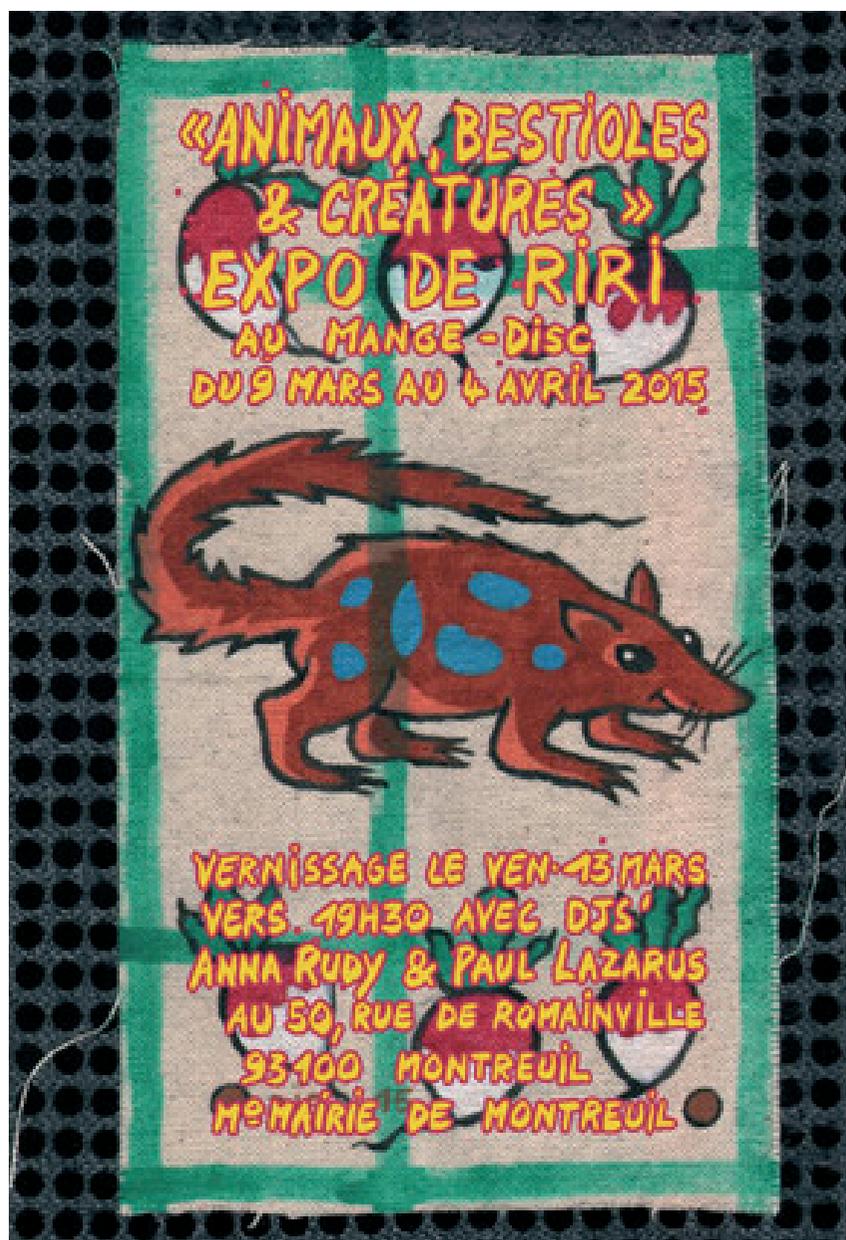
18 heures. Débat avec Emmanuel Daniel autour de son livre *Le Tour de France des alternatives*.

19h30. Apéro Musical (musiques et chants du Kurdistan). Tables: Libertalia, Éditions du Monde libertaire, Éditions libertaires, Chant d'orties, CNT, Alternative libertaire, Ferme des Bouillons, Échelle inconnue, Troplaine. Halle aux toiles, place de la Haute-Vieille-Tour. Entrée libre.

Mercredi 22 avril

Limoges (87)

18 heures. Conférence de Christian Pataud, un anarchiste à la libération de Limoges. Témoin privilégié, il analyse le contexte de ces moments historiques, afin de nous aider à nous débarrasser de nos idées toutes faites sur cette période trouble. Organisé par le Cira-Limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme), avec le soutien du groupe Armand-Beaure de la Fédération anarchiste. Salle de conférences de la BFM, 2, place Aimé-Césaire, Limoges. Entrée libre.





CICE 2012

ANI 2013

LOI MACRON

PACTE DE RESPONSABILITÉ

LOI REBSAMEN ?

**L'HEURE
DE LA RIPOSTE
A DÉJÀ SONNÉ !**

**GRÈVE ET MANIF PARTOUT
- LE 9 AVRIL 2015 -**